9e Année. — N° 159. — 10 Septembre 1933. Prix : 2 frs.

la Révolution prolétarienne

Revue bi-mensuelle Syndicaliste Révolutionnaire

DANS CE NUMÉRO :

SOUS LE RÈGNE DE DALADIER, DE RENAUDEL ET DE MARQUET

SYNDICATS ET GRÈVES : CRIMES CONTRE L'ÉTAT

A LA FÉDÉRATION UNITAIRE DE L'ENSEIGNEMENT

Le Congrès de Reims

par A. V. JACQUET

A LA VEILLE DES CONGRÈS CONFÉDÉRAUX

Quelques réflexions

par M. CHAMBELLAND

Congrès Confédéraux !

par L. SANCIER

CEDIAS BIBLIOTHÈQUE MUSÉE SOCIAL

Source gallica.bnf.fr / CODHOS / CEDIAS – Musée social

la Révolution prolétarienne

Revue bi-mensuelle syndicaliste révolutionnaire
(Paraissant le 10 et le 25)
54, rue du Château-d'eau — PARIS (10e)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGÉRIE, COLONIES
Trois mois.... 10 fr.
Six mois.... 20 fr. Un an..... 40 fr.

EXTÉRIEUR
Trois mois.... 13 fr.
Six mois.... 26 fr. Un an..... 50 fr.

Permanence :
Tous les soirs de 18 à 19 heures
54, rue du Château-d'Eau

Adresser la correspondance relative à la rédaction générale à LOUZON, Avenue Fragonard, Cannes (A.-M.), — celle relative à la Renaissance du Syndicalisme à CHAMBELLAND, 54, rue du Château d'Eau, Paris (10e).

Adresser la correspondance relative à l'administration à BARAT, 54, rue du Château-d'Eau, Paris (10e).

(Utiliser pour les envois de fonds notre compte de chèques postaux : « Révolution Prolétarienne » 734-99 Paris.)

Ni Korespondas per Esperantu

La Ligue Syndicaliste

La Ligue Syndicaliste se propose :

1° De travailler à la réalisation de l'unité syndicale, à la reconstitution d'une seule C.G.T. et d'une seule Internationale syndicale ;

2° De sortir les deux C.G.T., l'une de l'ornière de la collaboration gouvernementale, l'autre de l'ornière de la collaboration politique, pour les ramener dans la voie de l'indépendance syndicale hors de laquelle l'unité est impossible ;

3° De faire prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser dès maintenant le maximum d'action commune contre le patronat et contre l'Etat ;

4° De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, et en préconisant la formation de Cercles d'études syndicales ;

5° De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale d'après lequel l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

SOMMAIRE :

LES FAITS DE LA QUINZAINE
Le boycottage des produits fascistes. — Le petit bourgeois, voilà l'ennemi ! .. **R. L.**

SYNDICATS ET GRÈVES : CRIMES CONTRE LA SURETÉ DE L'ETAT

PARMI NOS LETTRES
Les félicitations de Jouhaux à Renaudel. — Risques et progrès. — Qu'est-ce qu'une classe ? — A bas la France ! A bas les Juifs !

LE CONGRÈS DE REIMS.. A.-V. Jacquet

L'EFFICACITÉ DES INSTITUTIONS OUVRIÈRES. J. Lemoine

LA RENAISSANCE DU SYNDICALISME
Quelques réflexions avant les deux Congrès ..... **M. Chambelland**
Congrès confédéraux ! .... **L. Sancier**

SOLIDARITÉ POUR NOS FRÈRES ALLEMANDS

FAITS ET DOCUMENTS
La guerre immonde. — Le supplice de la soif sur les femmes et les enfants. — Les « pertes » du 5 août.— Les aveux de Chang-Kaï-Shek.

ENTRE NOUS

LES FAITS DE LA QUINZAINE

Le boycottage des produits fascistes

*On sait que la Fédération Syndicale Internationale a proclamé le boycottage des produits allemands. Pour une fois que cette organisation prend une décision d'action, il semblerait que tout le monde doive s'en réjouir. Il n'en est rien. On a pu voir, par exemple, dans l'excellent organe qu'est par ailleurs l'*Effort, *le journal de nos camarades du Cartel du bâtiment lyonnais, un article signé A. B. où l'on critique la décision de la Fédération pour la raison que les organisations syndicales de France et des pays alliés ont indirectement une part de responsabilité dans le succès d'Hitler, parce qu'elles ont toléré ou subi la politique française de non désarmement, de révision des traités, de respect des contrats.*

Que les organisations françaises aient une telle responsabilité, nous sommes les derniers à le nier, mais est-ce parce qu'elles ont une responsabilité dans l'avènement du fascisme, qu'elles doivent y en ajouter une seconde : celle de le maintenir.

Ne nous payons pas de mots. L'extension du fascisme dépendra de son maintien en Allemagne; son maintien en Allemagne dépendra des succès qu'il y remportera dans le domaine économique. Si grâce à l'état de servitude et de misère accrues auquel il va réduire le prolétariat allemand, ou simplement du fait de la coïncidence entre son avènement et la fin de la crise mondiale, un certain renouveau d'activité économique se produit en Allemagne, la force du fascisme international sera centuplée et son extension à l'Europe entière un péril auquel il deviendra difficile de faire face.

Prétendre ne vouloir lutter contre le fascisme qu'en France, c'est faire comme ces héroïques communards du XIe et du XXe, qui surent se battre magnifiquement et mourir pour la défense de leurs quartiers, mais qui avaient renâclé à aller porter l'attaque chez l'ennemi : à Versailles, ou même au pont de Neuilly.

Le fascisme est un ; comme tout grand phénomène politique, ce n'est pas un phénomène national mais international ; pour le combattre, il faut aller l'attaquer dans sa forteresse principale, là où est le cœur de ses forces. Depuis que l'arrivée au pouvoir d'Hitler a montré définitivement que le fascisme n'était pas un phénomène uniquement italien, le cœur du fascisme est à Berlin ; c'est à Berlin qu'il faut frapper.

Certes, nous savons tous que comme toute bataille, le boycott économique des marchandises hitlériennes comporte par ailleurs des conséquences dommageables pour cela même que nous voulons défendre. Mais il en est toujours ainsi ; nulle arme n'est parfaite ; il n'en est point dont l'emploi ne puisse blesser par quelque côté celui qui s'en sert ; qu'importe ! si elle permet de parvenir au but poursuivi.

C'est ainsi que toute grève implique des sacrifices considérables de la part des ouvriers qui s'y résolvent ; hésiteront-ils cependant à la faire à cause des pertes de salaires qu'elle implique devant ce résultat essentiel : faire capituler le patron ?

Toute grève dans une entreprise favorise les patrons concurrents, qui peuvent, pendant la grève, s'emparer de la clientèle de l'usine fermée. C'est toujours ennuyeux de favoriser des patrons ; hésitera-t-on cependant pour cela à se mettre en grève ; ne verra-t-on pas au contraire, dans cette division de l'ennemi, un moyen de réussite ?

Il en est de même pour le boycott des marchandises hitlériennes. Quelles que pénibles que soient, en soi, certaines de ses conséquences — bien qu'il implique un accroissement du nombre des chômeurs allemands, bien qu'il favorise les concurrents étrangers de l'industrie allemande — nous ne devons pas hésiter à le pratiquer, parce qu'il est la seule arme efficace dont nous disposons à l'heure actuelle pour nous défendre contre le fascisme, c'est-à-dire contre la destruction de toute organisation ouvrière libre.

Loin de critiquer la décision de la Fédération Syndicale Internationale, nous l'approuvons donc entièrement, pour notre part. Mais ce qu'il faut demander à la F.S.I. c'est de mettre cette résolution à exécution. *Voter une résolution, et aller se coucher là-dessus, c'est moins que rien. Une résolution ne vaut que par les actes qui suivent. Le boycott ne se produira pas de lui-même, il ne se produira pas parce qu'on aura voté une résolution,* il faut l'organiser. *Cela exige un énorme et tenace travail de propagande : est-on décidé à le faire ?*

Le petit bourgeois, voilà l'ennemi !

Si la tentative fasciste de Marquet et consorts est appelée à se développer, il est à présumer qu'elle affectera des formes assez différentes de celles de leur congénère Hitler, mais son contenu social n'en est pas moins le même : il s'agit d'un mouvement essentiellement petit-bourgeois.

Nous avons à plusieurs reprises indiqué que le parti socialiste était devenu pour les trois-quarts au moins un parti petit-bourgeois, un parti représentatif des intérêts, de la mentalité, de la politique petit-bourgeois. Nous avons souvent eu également l'occasion d'indiquer que si le petit bourgeois

est celui dont le niveau de vie se rapproche le plus de celui de l'ouvrier, la manière dont il gagne sa vie étant toute différente, et opposée par tous les points à celle de l'ouvrier, il est l'adversaire acharné, l'ennemi mesquin et féroce du prolétaire.

Avec Marquet, c'est toute la petite bourgeoisie qui lève le masque, et montre son vrai visage : réaction.

Car nulle classe, à l'heure actuelle, n'est plus réactionnaire que la petite bourgeoisie. Elle est réactionnaire politiquement, parce qu'elle est réactionnaire économiquement.

A la campagne, le petit propriétaire paysan, en France, produit les trois-quarts du temps son blé au double du prix du fermier américain. A la ville, le petit boutiquier attend des heures durant derrière son comptoir le rare client auquel il vendra très cher une marchandise de qualité inférieure, afin de pouvoir compenser par le gros pourcentage les frais généraux considérables qu'il a à supporter par rapport à son faible chiffre d'affaires.

Ce petit commerce, cette petite culture auraient depuis longtemps en grande partie disparus devant les représentants d'un mode de travail plus économique, si tout un immense réseau de mesures d'Etat ne leur procurait artificiellement les moyens de se survivre. Mais la pression économique à leur égard ne cesse de croître. Pour continuer à vivre il leur faut donc des mesures de « protection » de plus en plus vigoureuses. Et pour les imposer, à l'encontre de l'intérêt social évident qui commande de produire avec le moins de travail, il faut un Etat fort, *un Etat de plus en plus fort, qui saura affamer ses nationaux pour la sauvegarde de la boutique : « ordre », « autorité ».*

Et surtout, il faut être préservé de la concurrence étrangère. Sur le marché mondial, les mesures d'Etat sont à peu près inopérantes ; d'ailleurs la petite bourgeoisie a peu affaire avec le commerce international. Renfermons-nous donc chez nous, étroitement à l'intérieur de nos frontières ; pratiquons l'« autarchie » économique ; « achetons français ! » A l'encontre ainsi du grand capitalisme bancaire, dont les tendances internationalistes depuis la guerre s'étaient fortement accusées (Voir R. P. *de septembre* 30), *la petite bourgeoisie est essentiellement nationaliste ; chez Marquet, comme chez Hitler, comme chez Mussolini, d'abord et avant tout : « nation ».*

Si aujourd'hui fascisme et nationalisme sont en plein développement, c'est en particulier à la crise que cela est dû .C'est d'ailleurs là une affirmation courante, mais dont on donne ordinairement une mauvaise raison. Le fascisme ne provient pas de l'appauvrissement de la petite bourgeoisie par la crise ; il provient de son renforcement relatif par la crise.

La crise, qui est un phénomène spécifiquement capitaliste, a touché en effet beaucoup plus le grand capitalisme, le capitalisme libre, produisant à l'échelle mondiale, soumis avec moins d'entraves à la concurrence et aux lois économiques du capitalisme, que le petit capitalisme. Ce sont les banques, les vastes consortiums financiers qui ont sauté ; ce sont les grandes usines qui ont fermé, ou dont ne fume plus qu'une cheminée. La boutique, elle, est restée ouverte ; son propriétaire ne fait plus les beaux bénéfices des années passées, mais il tient *; il lui arrive de faire faillite, comme à toute époque, mais aussitôt, un autre prend sa place et la boutique reste ouverte, tandis que l'usine fermée reste fermée, et que personne ne prend la place des Homberg, des Marsal et autres seigneurs de la finance aux temps de la « prospérité ».*

En même temps que faiblit le grand capitalisme, faiblit par voie de conséquence la classe ouvrière ; là où l'usine est fermée, il n'y a plus de prolétaires : le producteur n'est plus qu'un chômeur ; là où l'usine travaille encore partiellement, c'est le salaire réduit à celui de quelques journée par semaine, c'est l'humilité obligatoire pour celui qui en sent dix autres prêts à prendre sa place.

Devant cet affaiblissement de son ennemi, le prolétaire, et de son rival, le grand capitaliste, le petit-bourgeois prend la direction politique de la société, réduisant le grand capitalisme au rôle d'un auxiliaire qui le subventionne, et il construit une société à son image : bête et féroce.

Pour détruire le fascisme à la base, il faut donc s'en prendre à son support économique : la petite bourgeoisie. Loin de participer aux mesures qui tendent à maintenir artificiellement celle-ci, il faut laisser les lois économiques du capitalisme agir dans toute leur rigueur. Vouloir « neutraliser » ou « gagner » la petite bourgeoisie, est une utopie ; on ne change pas la nature des classes plus que celle des espèces ; on ne fait pas d'un loup un agneau. Ce qu'il faut, c'est, non renforcer la petite bourgeoisie, sous le prétexte de la neutraliser, mais la détruire, en revenant à la politique traditionnelle du socialisme qui est de ne point faire obstacle à la « concentration capitaliste ». Car si le grand capitalisme est l'ennemi-né du prolétariat, il présente cet avantage immense que son développement n'est possible que moyennant un développement corrélatif du prolétariat.

Et le jour où ne seront plus face à face que le grand capitalisme et le prolétariat, le jour où la bourgeoisie, par la disparition de ses couches inférieures, aura perdu sa « masse » — ce jour-là, la bataille entre prolétariat et bourgeoisie sera vite réglée.

R. L.

SOUS LE RÈGNE DE DALADIER, DE RENAUDEL ET DE MARQUET

Syndicats et grèves : crimes contre l'Etat

En Indochine
la déportation à perpétuité pour les organisateurs de syndicats

On sait les hideuses condamnations prononcées le 7 mai par la Cour Criminelle de Saïgon à l'encontre des vaillants indochinois coupables de revendiquer pour leur peuple le droit à la vie et à la liberté : 8 condamnations à mort, 19 au bagne perpétuel, 970 années de prison...

Mais ce qu'il faut notamment que nos lecteurs sachent c'est que parmi les condamnés il s'en trouve qui n'ont été frappés qu'en raison de leur activité syndicale : leur seul crime fut d'organiser des syndicats et de soutenir des grèves. Voici d'après un mémoire adressé à Daladier par le Comité d'Amnistie et de Défense des Indochinois quelques-uns de ces cas.

Nguyen-Thai a créé des syndicats et incité des ouvriers à faire grève : **déporté à perpétuité.**

Lê-Van-Kiêt a créé des syndicats dits « rouges ». Il a fait de « la propagande active, essayant, vainement d'ailleurs **(sic)**, de fomenter des grèves ». Il a en outre rencontré un délégué de la IIIe Internationale et été à Moscou (comme Herriot) : **déporté à perpétuité.**

Pham-Boi était membre du comité du syndicat qu'il avait organisé et fut chargé d'imprimer deux journaux syndicalistes : **20 ans de détention.**

Nguyen-Trac a organisé en syndicat les employés du magasin Chernu, et a, le 21 janvier 1931, arboré un drapeau rouge : **10 ans de détention.**

Le-hoc-Bing a tenté de créer des syndicats parmi des ouvriers de la Cie des Eaux et de l'Electricité, puis aux chemins de fer : **10 ans de détention.**

Et cela alors que les assassins de la Légion, sont absous... avec félicitations !

Vive la République !

En Tunisie
ce qu'on appelle meurtre, pillage et incendie

Rappelons également qu'en Tunisie il en est de même qu'en Indochine : que le premier cartel des gauches a fait condamner en 1925, à 45 ans d'exil au total, des hommes uniquement coupables d'avoir organisé des syndicats et soutenu des grèves, et qu'en 1933, le second cartel des gauches, leur refuse l'amnistie, prétextant que leur crime ne fut pas seulement un complot contre l'Etat, mais aussi un complot ayant pour but le meurtre, le pillage, l'incendie...

Or voici la description de ces grèves de Potinville et d'Hamman Lif au cours desquelles les accusés furent arrêtés, et qui pour le procureur, furent le complot qui « passait à l'acte » — telle qu'elle a été donnée devant le tribunal par les inspecteurs du Travail: ces dépositions sont prises dans le compte-rendu du procès donné à l'époque par le quotidien bourgeois

MOHAMED ALI
fondateur de la C.G.T. tunisienne
mort en exil

de Tunis, le *Petit Matin*, que nous avons déjà reproduit une première fois dans notre numéro de décembre 1925. Rappelons également que d'après les magistrats faussaires qui rédigèrent l'acte d'accusation, les ouvriers s'étaient mis en grève « sans avoir formulé aucune revendication auprès de leurs patrons », et que « le caractère très nettement politique de la grève » avait été « mis en lumière dans le rapport de l'Inspecteur du Travail »... l'un de ceux qui déposèrent ainsi:

La déposition de M. Bergonzo

Voici d'abord la déposition de M. Bergonzo, inspecteur du travail adjoint :

M. Bergonzo, inspecteur du travail industriel à la Direction des Travaux Publics, a dit avec la plus grande mesure, sans même évoquer l'image du « torrent dévastateur » (plus ou moins apocalyptique) les résultats de son intervention à Hammam Lif et à Potinville.

Il déclare que le service compétent de la Direction générale des Travaux Publics avait reçu le 14 janvier 1925 une lettre par quoi les ouvriers de l'usine Thermes prévenaient qu'ils se mettraient en grève si leurs revendications n'étaient pas satisfaites avant cinq jours. Cette lettre fut communiquée au directeur de l'usine. Le 19 janvier — les ouvriers avaient tenu parole — la grève était déclarée.

Le lendemain, des ouvriers italiens ayant été menacés, M. Bergonzo les accompagna sur leurs chantiers de travail. Il n'y eut aucun incident.

A la suite d'une simple démarche du témoin, les grévistes consentirent à renoncer à leurs revendications quant à la journée de 8 heures et au repos du vendredi. Mais, ayant abaissé le tarif du prix minimum et journalier de 13 à 12 francs, ils ne voulurent pas descendre plus bas; de même ils insistèrent pour la réintégration de leurs trois camarades congédiés.

Le Conseil d'administration des Usines Thermes (présidé, a-t-on dit, par M. Curtelin) n'accepta pas de discuter la teneur des revendications formulées. Le directeur de l'exploitation en avisa M. l'Inspecteur du Travail Bergonzo.

La déposition de M. Seguin

Et voici celle de M. Seguin, l'inspecteur en chef :

Le témoin, qui est — on le sait — inspecteur départemental du Travail, remonte dans son exposé au lendemain même de la guerre. Il retrace les lignes générales de son action qui s'est exercée sur le vaste et mouvant domaine des revendications sociales dans la Régence.

C'est là presque remonter au déluge pour M. le président Guyot et pour M. le Procureur. Ils voudraient que le témoin se confinât aux grèves d'Hamman Lif et de Potinville. Mais la défense n'accepte pas cette limitation. Car, pour la défense, l'intérêt puissant de la déposition autorisée de M. Seguin réside en ceci qu'elle est de nature à montrer et à démontrer que les grèves du début de 1925 ne sont pas un phénomène anormal, mais la conséquence naturelle et logique des conditions économiques. Tandis que pour l'accusation elles ne s'expliquent que par l'intervention d'un ferment d'origine politique — et uniquement par cela.

M. Seguin poursuit donc son exposé avec une netteté frappante aussi bien dans l'idée exprimée que dans l'élocution. Quand il en arrive aux grèves précitées, il signale que son rôle s'est borné presque entièrement à exhorter les ouvriers agricoles au calme. Dans cette tâche, il a été aidé par Mohamed Ali (1). *Il ressort à ses yeux que ces ouvriers agricoles (il s'agit des ouvriers agricoles de Potinville) ont fait une grève de solidarité.*

Ici va se placer un incident très aigu dont le retentissement sera grand et que l'on est en droit de déplorer. Le Procureur de la République très ironique dit : « M. Seguin a concilié bien des conflits, nombre de grèves antérieures. Il mérite pour cela des félicitations. Mais n-a-t-il pas été surpris de ne pas réussir dans ces grèves-ci malgré ses efforts et ceux de son auxiliaire dévoué Mohamed Ali ? »

Ces derniers mots M. le Procureur de la République semble prendre un malin plaisir à les redire... Alors, avant que M. Seguin ne réponde, fuse une boutade amusante de Me Duran-Angliviel : « Ne vous laissez pas intimider, M. Seguin. »

Tout le monde rit. M. Seguin lui-même laisse transparaître un léger sourire sur son visage grave et sévère.

C'est l'étincelle aux poudres sèches. Le Procureur de la République lance en explosion ces phrases : « N'oubliez pas, Monsieur Séguin, que vous êtes fonctionnaire... Il est insupportable que vous vous moquiez de la Justice... Ce n'est pas le lieu de rire. »

Chacun reste stupide un moment. M. Seguin n'a pas bronché. Me Duran : « M. Seguin n'est pas homme à se moquer de la Justice, il n'est pas homme non plus à être intimidé. »

Enfin le témoin peut continuer et répondre à la question primitive... et un peu oubliée dans le tumulte. « Je ne serai pas intimidé... (*mezza voce*) : J'ai une longue carrière derrière moi et j'ai fait la guerre (*on sait l'admirable conduite militaire de M. Seguin*). Si je n'ai pas réussi, cela n'est pas surprenant, car je n'avais affaire qu'aux ouvriers agricoles. »

Le témoin connaît depuis longtemps Moktar el Ayari (2). *Celui-ci prie le Président de bien vouloir lui demander ce qu'il pense de lui dans son action corporative.* « *C'est un homme sérieux. Il ne m'a jamais parlé de politique. Je ne l'aurais pas admis* ».

Question de la défense : Quelle a été à votre égard l'attitude des ouvriers ? « *Toujours correcte, comme d'ailleurs celle du patronat.* »

Voilà ce qu'en régime de bloc des gauches, et pour M. Paul-Boncour, ministre de la Tunisie, on appelle meurtre, pillage et incendie...

---

(1) L'un des condamnés à 10 ans d'exil, secrétaire de la C.G.T. tunisienne.

(2) Condamné à 10 ans d'exil ; secrétaire du syndicat des tramways.

Parmi nos Lettres

Les félicitations de Jouhaux à Renaudel

Le camarade Bourgade, syndiqué aux métaux confédérés de Valence, nous adresse la lettre suivante :

Je vous transmets le paragraphe d'un compte-rendu du Congrès de la conférence internationale (?) socialiste (?) publié par le Petit Dauphinois *du mercredi 23 août 1933 :*

Monsieur Renaudel est vivement félicité par un grand nombre de délégués, ainsi que par différents délégués des organisations sociales (*ce qui veut dire syndicales*), notamment par Monsieur Jouhaux.

Que venait donc de déclarer Monsieur Renaudel pour être applaudi ainsi ? Tout simplement que, tout en étant internationaliste on ne peut pas demander à un socialiste, de quelque nation qu'il soit, de ne pas défendre son pays si celui-ci est attaqué ; autrement dit que le parti socialiste doit accepter la guerre à condition que celle-ci soit dite défensive. Alors, dans un pareil cas, il n'y a qu'à appliquer la formule d'Evrard : « *En cas de guerre, je prends mon fusil et je mets sac au dos* ».

Que Monsieur Jouhaux ait applaudi ces paroles de Monsieur Renaudel, je n'y vois pas d'inconvénient. Je n'ai nullement l'intention de contester à Monsieur Jouhaux le droit d'être patriote, il a peut-être des raisons pour cela, mais à une condition, c'est que Monsieur Jouhaux applaudisse Monsieur Renaudel en son nom personnel. *Monsieur Jouhaux n'a nullement le droit d'applaudir tel ou tel parti politique sans en avoir reçu le mandat de* toutes les organisations ouvrières *qui composent la centrale qu'il représente. Or je suis à peu près certain que la majorité du prolétariat français ne donnerait pas mandat au secrétaire général de la C.G.T. d'aller jeter des fleurs à Renaudel.*

Il est vrai qu'on nous répondra peut-être qu'il s'agit d'un homonyme de Jouhaux ; s'il en était ainsi le hasard ferait vraiment bien les choses.

Risque et progrès

A propos des lettres publiées dans notre dernier numéro sur l'invention du collier, Giauffret nous envoie les observations suivantes :

Le progrès et le risque vont ensemble.

Cela semble absurde si l'on pense à un homme, car Robinson dans son île ne risquerait que gagner à remplacer la meule à bras par le moulin à eau, mais l'humanité y risque quelque chose. Il suffit, pour s'en convaincre, de regarder l'histoire du machinisme et d'examiner la crise actuelle.

Un artisan ne risquait rien à adopter la machine ; mais une foule d'artisans l'adoptant, il s'en est suivi des crises sociales profondes. Un industriel ne risquait rien à adopter les méthodes modernes de production d'après-guerre, mais que la masse des industriels les adopte, il en résulte un bouleversement profond de la production qui nous donne déjà 4 ans de crise et risque de perturber à fond toute la société actuelle. Risque si profond que des hommes qui ne passaient point pour timorés, comme Caillaux, demandent, pour sauver la civilisation (?), qu'on arrête le progrès (les inventions) pendant quelques années.

Ce risque peut s'expliquer ainsi à mes yeux : toute modification dans un organe exige une adaptation des autres organes. Dans le corps social, toute modification de l'appareil technique de production exige des modifications dans les organes de circulation, et jusque dans les organes nerveux et mentaux ; que ces modifications ne marchent pas du même pas que la première (que par exemple l'esprit public préfère thésauriser que remplacer les produits usagés) et tout l'équilibre est rompu.

Mais si le conservateur pleure sur le bon vieux temps et demande le frein contre le progrès, le révolutionnaire demande aux organes retardataires de se hâter et envisage des transformations d'ordre social, juridique, culturel... qui permettront à l'équilibre de se rétablir.

Qu'est-ce qu'une classe ? Du camarade Bornand, d'Annecy, cette lettre en réponse à un Fait de la Quinzaine de notre numéro du 10 août :

Quelques remarques au sujet de l'article signé R. L.: « La scission socialiste ». Je crois vous l'avoir déjà dit: je considère la R. P. *comme une revue extrêmement sérieuse. Or, dans cet article, votre collaborateur émet une opinion tellement sommaire dans sa fausseté qu'elle suffirait à faire accuser son auteur d'inconscience, de parti-pris ou de fumisterie.*

« Conservateurs (*je ne sais pas ce qu'on entend par là dans ce cas*) et paysans ne sont pas des déclassés. Ce sont des gens qui appartiennent à une classe, à une classe parfaitement déterminée, la classe des possédants, la classe des propriétaires: la bourgeoisie, etc... ».

Ou R. L. ne comprend rien au socialisme, ou il est mûr pour écrire dans l'Humanité *!*

Cette discrimination brutale entre possédants et non-possédants, entre capital-foncier et capital-travail est d'une simplicité et d'une bêtise à faire pleurer. J'ai enseigné plusieurs années dans diverses communes rurales. Je prétends connaître les paysans. Je connais beaucoup de petits cultivateurs dont le « capital » consiste en un champ de blé, un champ de pommes de terre, un bout de pré, un petit jardin, deux vaches et une bâtisse plus ou moins solide. Je connais également de gros fermiers (j'ai des cousins qui le sont) qui n'ont à eux que le matériel de culture et quelques têtes de bétail et qui retirent, bon an mal an, 20 à 30.000 francs de la propriété dont ils ne sont pas « propriétaires ». Je connaissais, dans un village de montagne où j'enseignais il y a 4 ans, un « propriétaire » d'une trentaine d'années, père de six enfants, qui dès l'aube partait à son champ. Je l'ai vu, un soir, la nuit tombée, ramasser ses betteraves en s'éclairant d'une lanterne afin de prolonger la journée de travail. Et celui-là n'était pas un prolétaire ?

A ce compte, l'instituteur peut-il prétendre au titre de prolétaire ? Oui si l'on considère qu'il n'a pas de capital effectif. Non si l'on considère qu'il a un capital en puissance constitué par son mandat.

Croyez-moi, je connais certains ouvriers, rares, il est vrai, qui nourrissent aussi facilement leur famille, sinon plus, que certains petits cultivateurs.

« Les petits peuvent jalouser les gros, *poursuit R. L.*, mais contre le prolétariat, ils se trouvent *nécessairement* unis ».

Non, pas nécessairement, *mais* actuellement *et* malheureusement. *Et c'est à nous à les éduquer, à les informer.*

Il y a là un renoncement inadmissible et une conception étriquée du prolétariat. Pour être prolétaire, faut-il jeter la bêche et s'en aller à la ville revêtir la cotte bleue ? Je me demande si le titre d'ouvrier renferme une sorte de vertu sacro-sainte ? Sinon, que votre collaborateur se persuade qu'il y a bien peu de différence entre le petit cultivateur et le journalier, entre le petit propriétaire et l'ouvrier agricole.

Prétendre le contraire, c'est affirmer qu'on n'a jamais étudié les réalités de la vie rurale ailleurs que derrière la table d'un cabinet de travail.

J'aimerais que cette lettre ne disparût pas sans réponse dans les profondeurs de la corbeille à papier de votre collaborateur. Vous affirmez, et il m'est agréable de lire cette affirmation, que la R. P. *est une coopérative intellectuelle. J'aimerais en avoir la preuve en voyant mon point de vue opposé à celui que je critique.*

Rectifions d'abord une coquille qui s'était glissée dans l'article cité par le camarade Bornand : le premier mot du paragraphe qu'il reproduit n'était pas « conservateurs », ce qui, evidemment, ne veut rien dire, mais : « commerçants » ; « Commerçants et paysans ne sont pas des déclassés ».

La lettre de notre camarade montre combien le concept de « classe » a de difficultés à pénétrer en France. Près de cent ans après le Manifeste Communiste, cette « discrimination brutale entre possédants et non-possédants », « bête à faire pleurer », un militant écrit : un tel est pauvre et travaille beaucoup, donc c'est un prolétaire ! Rappelons donc encore une fois que ce qui fait une classe ce n'est point son degré de richesse, ou la quantité de travail qu'elle fournit, mais la manière dont elle gagne son revenu (au sens général du mot). Tel petit commerçant, tel petit paysan pourra travailler 15 heures par jour, et vivre dans des conditions beaucoup plus misérables que nombre d'ouvriers salariés ne travaillant que 8 heures par jour, ce sont ces derniers qui n'en seront pas moins, seuls, des prolétaires parce que seuls ils tirent leurs revenus d'un salaire. Il n'est pas nécessaire d'aller à la ville pour être prolétaire ; le salarié agricole est prolétaire tout autant que le salarié d'usine, mais le **salarié** agricole, non le paysan propriétaire, si petite que soit la propriété de celui-ci, du moment que c'est de cette propriété qu'il tire ses moyens de vivre.

Tel est le sens qui a été donné au mot **classe** par tous ceux qui l'ont employé, tous ceux qui voient dans les classes l'armature essentielle de la société, et dans la lutte de classes le fondement des transformations sociales. ...Et tel est le sens qu'il faut strictement lui conserver si nous ne voulons pas substituer un vague confusionnisme sentimental à la claire vision des choses — car, ce qui fait l'homme, c'est la classe. La mentalité d'un groupe d'hommes, l'ensemble des idées juridiques, politiques et sociales qu'il défend, dépend non point de son degré de richesse ou de la dureté de son travail, mais de sa **classe** ; si petit ou si misérable qu'il soit, le paysan propriétaire, reste avec la mentalité **propriétaire** — et même souvent le plus acharné des propriétaires.

R. L.

A bas la France ! A bas les Juifs ! Du camarade Lemédioni, d'Alger, en réponse à un Fait de la Quinzaine, du précédent numéro :

...Vous vous êtes totalement mépris sur l'esprit de ma protestation contre votre article sur les incidents de Tlemcen ?

Vous me connaissez suffisamment pour savoir que je suis, comme vous, pour la « suppression du régime d'exception auquel sont soumis les indigènes d'Algérie ».

J'ai toujours lutté pour « l'égalité des droits » dans tous les domaines. Je suis partisan de l'égalité politique, et pour y parvenir de la réforme demandée par les indigènes: la représentation parlementaire; également de l'égalité du service militaire, du droit syndical, et enfin de l'égalité devant la justice. J'ai, au Congrès de l'Association Nationale des Avocats qui s'est tenu en 1930, à Alger, pour le centenaire, présenté, défendu, et fait adopter une résolution demandant la suppression des Tribunaux répressifs et des Cours criminelles, ainsi que l'abrogation des pouvoirs disciplinaires du gouverneur général, en matière pénale.

Il est seulement un point sur lequel nous pourrions être en

désaccord, c'est celui-ci: je considère qu'il est extrêmement dangereux de préconiser en Algérie, un mouvement national chez les indigènes, mouvement qui serait voué à un échec certain, qui retarderait l'obtention des réformes nécessaires, et justifierait une répression féroce de la part du gouvernement.

Je considère comme humiliant pour les indigènes, le refus de Chautemps de recevoir la délégation d'élus, d'autant que les revendications formulées par ceux-ci étaient extrêmement modérées comme on en peut juger, en lisant les cahiers des Droits de l'Homme (30 août - 10 septembre 1933).

Il était donc naturel que les indigènes protestent contre ce refus, en manifestant.

Mais à Tlemcen, cette manifestation a pris un caractère nettement antisémite. Les cris de « A bas la France, Vive Hitler, A bas les Juifs » ont été poussés par quelques manifestants, et j'ai été surpris de lire dans la Révolution Prolétarienne *qu'ils avaient eu raison de pousser ces cris; c'est contre quoi, je protestais.*

Quoique vous en disiez, rien ne justifiait l'attitude des indigènes de Tlemcen.

Il est faux d'affirmer « qu'autant, et plus même encore que le colon français, le Juif Algérien est opposé à l'octroi des droits égaux aux Arabes ».

Je reconnais que la masse juive professe en général des sentiments arabophobes, cela s'explique; les indigènes ont toujours eu pour eux le plus profond mépris, et ont collaboré chaque fois aux agitations antisémites. Mais il n'y a jamais eu en Algérie de mouvement juif contre les Arabes. Bien mieux, depuis déjà de nombreuses années, les journalistes, les hommes politiques, les militants des diverses organisations, d'origine juive, ont toujours lutté pour l'émancipation des indigènes. Depuis longtemps, à la Ligue des Droits de l'Homme, les militants juifs se sont faits les défenseurs des indigènes, et la loi du 4 février 1919 qui accordait une amélioration sensible aux Arabes, dans le domaine politique a été rapportée à la L.D.H. par un Juif qui en était un chaud partisan. Dans cette organisation, la plupart des Juifs ont toujours été partisans de « l'assimilation » avec maintien de leur statut personnel.

Dans le parti socialiste, nombreux sont les Juifs qui collaborent à des journaux indigènes, réclamant l'égalité des droits. Quelques-uns écrivent à Maghreb, la revue que dirige R.-Jean Longuet, et j'ai moi-même envoyé un ou deux articles à cette revue.

Il y a dans toute l'Algérie, dans le parti communiste, des Juifs qui défendent le mot d'ordre de « l'indépendance nationale »; l'un d'entre eux a même été poursuivi.

A la section d'Alger de la Ligue Internationale des Combattants de la Paix, ce sont deux juifs, Kouby et Saiman, qui ont demandé à ce que la Ligue mène avec le parti communiste une agitation en faveur de la « libération de Naceur et de Tayeb », inculpés cependant de menées nationalistes arabes.

Il est faux par conséquent d'affirmer que l'unanimité des Juifs d'Algérie est contre l'émancipation des indigènes. Les cas que j'ai signalés ne sont pas des exceptions, je crois même qu'il y a actuellement une tendance surtout chez les intellectuels et les jeunes juifs, à favoriser l'octroi des droits aux indigènes.

J'ai, pour ma part, parlé avec quelques bourgeois juifs du refus de Chautemps de recevoir la délégation indigène. Tous ont considéré ce refus comme humiliant pour les indigènes, quelques-uns comme « une faute politique », mais aucun n'a approuvé le gouvernement.

Je suis heureux que vous ayiez rappelé dans votre dernier article l'action menée par Enrico Costa, en Tunisie. Cette action, je l'ai menée avec lui à Sousse, alors que j'étais encore soldat.

Mais je me souviens qu'à propos des incidents antisémites de la Goulette, vous aviez écrit à cette époque un courageux article dans L'Avenir Social *où vous accusiez, je crois, formellement la Résidence d'avoir provoqué ces incidents, pour diviser juifs et arabes.*

Je crois qu'aujourd'hui, la situation est sensiblement la même; je persiste à croire que ces cris n'ont été poussés que par quelques provocateurs payés, je ne sais par qui — nous nous trouvons en Oranie fasciste et antisémite — dans le but de faire échouer une manifestation qui devait fatalement aboutir à des résultats.

En tous cas, cette agitation antisémite a paru justifier, aux yeux des non avertis, l'attitude du gouverneur général de l'Algérie et de Chautemps qui affirmaient qu'il y avait dans notre colonie un mouvement nationaliste dirigé par certains perturbateurs.

Notre réponse à Lemédioni (« R. P. » du 25 août) portait sur deux points.

D'une part nous nous demandions si Lemédioni était personnellement partisan de l'égalité des arabes avec les autres habitants de l'Algérie. Nous nous réjouissons pleinement de ce que sa lettre ne laisse subsister aucun doute à cet égard — bien que nous ne comprenions guère la réserve qu'il formule au sujet d'« un mouvement national » chez les arabes. Est-ce parce que « mouvement », ou parce que « national » ? Si c'est parce que mouvement, Lemédioni croit-il que les « réformes nécessaires » seront obtenues sans lutte des intéressés, par grâce venue d'en haut ? Si c'est parce que « national », comment pourrait-il en être autrement, puisqu'il s'agit d'obtenir la disparition de mesures qui frappent les arabes, en tant que « nation », en tant que peuple. C'est en tant qu'arabes, que ceux-ci sont soumis au régime d'exception qu'ils veulent faire disparaître, ce n'est qu'en tant qu'arabes qu'ils peuvent le combattre.

En second lieu, Lemédioni nous dit que beaucoup de juifs algériens combattent maintenant pour l'émancipation des arabes. Je m'en réjouis non moins sincèrement ; et souhaite que ce mouvement s'amplifie et soit surtout largement porté à la connaissance du monde arabe, car je reste convaincu que le jour où la population juive n'apparaîtra plus dans son ensemble comme l'ennemi de la population arabe, l'antisémitisme actuel de celle-ci disparaîtra rapidement. Mais tant que la situation sera celle qui se matérialise, électoralement, sous la forme d'un Duroux, grand maître politique du département d'Alger, tirant sa force politique essentielle de l'appui inconditionné et quasi-total que lui donnent les juifs, et employant cette force politique à combattre à fond les plus modestes réclamations des indigènes, allant jusqu'à faire débarquer ce pauvre imbécile de Viollette en 24 heures, parce qu'il était soupçonné de préparer un projet facilitant la naturalisation des indigènes — tant que cette situation durera, le cri de « A bas les Juifs ! » se trouvera, chez l'arabe algérien, le complément naturel de celui de « A bas la France ! » — R. L.

Marquet réclame le rétablissement de
l'**autorité de l'Etat**
Qu'est-ce qui limite présentement cette autorité ?
les **Syndicats**
Rétablir l'autorité de l'Etat signifie :
détruire les syndicats

A LA FÉDÉRATION UNITAIRE DE L'ENSEIGNEMENT

Le congrès de Reims

(4-7 août 1933)

Le Congrès de Reims, venant après celui de Bordeaux, où un certain apaisement s'était fait, pouvait être un très beau Congrès. Il n'en a rien été. Par la faute des *pseudo-communistes* de la M.O.R. — et d'eux seuls — il n'aurait même été qu'une longue et médiocre réunion publique — sans les excellentes interventions de ceux qui s'opposent à la politique de folie que pratique la majorité confédérale. Elles ont relevé le niveau des débats.

Mon lecteur s'apercevra bien vite que le récit de l'humble instituteur que je suis, ne ressemble guère à celui de Berlioz, dans *l'Humanité*. Mais il pensera, comme les congressistes de Bordeaux et de Reims, que science sans conscience n'est que ruine de l'âme. Il est des accents qui ne trompent pas. Notre public se dira que, pour les besoins d'une très mauvaise cause, le professeur Berlioz n'a pas été sincère. Sans les absoudre, la passion permet d'expliquer certains mensonges. Ici, rien de pareil. Nulle trace de passion chez M. Berlioz. Il a purement et simplement exécuté des ordres. Pour que les faits cadrassent avec la « ligne », il a entassé contre-vérité sur contre-vérité.

Estimant, au contraire, que la vérité par le seul fait qu'elle est la vérité est révolutionnaire en nous permettant d'orienter notre action, je ferai de mon mieux pour être scrupuleusement exact.

Remarques sur les M O R : chefs et piétaille

Une remarque de terminologie. Au cours de mon exposé, je parlerai des *pseudo-communistes* de la M.O.R. C'est qu'en effet, je ne puis voir en eux les émules ou les dignes successeurs des bons militants tels que je me les représente après avoir lu Lénine, Trotsky ou Victor Serge. Ils en sont la triste caricature, l'aspect farce, à la façon dont Louis Bonaparte est l'image grotesque de Napoléon Ier.

Qu'avons-nous vu à Reims ? D'un côté, les chefs, *tous du Parti, imposés par le Parti*, groupés à part, hautains, méprisants, n'ayant même plus besoin de brandir la foudre des sanctions pour obtenir l'obéissance passive de leurs ouailles et, de l'autre, la troupe, la piétaille, ne sachant plus guère que suivre, que dire oui, même contre l'évidence, même contre son sentiment intérieur, même contre ses regrets de conscience.

D'un côté, dis-je, les chefs et, tout d'abord, deux énormes rats très gras: Gitton, rapide et bas sur pattes; il montre constamment ses dents longues et semble rouler sur lui-même; saluez ! il vient d'être désigné comme secrétaire du Parti; ensuite, hilare, Cogniot, plus grand et plus gras encore; un immuable et large sourire de fatuité erre sur ses lèvres. Un peu plus loin, Bouthonnier, plus travailleur, plus appliqué, plus intelligent que Gitton et Cogniot; en revanche, Bouthonnier est âpre, mesquin, rancunier, facile à mettre en rogne: on dirait quelque petit huissier campagnard allant çà et là, porter des contraintes et soulevant la haine sur ses pas. Il n'arrive pas à tenir les grands premiers rôles; sa hargne lui joue de mauvais tours. C'est ainsi qu'il devra quitter la tribune du Congrès sous les huées, après avoir expliqué à coups de mensonges, une mauvaise action à laquelle il n'avait eu aucune part.

Barne, lui, bien qu'il accepte toutes les consignes les yeux fermés, n'est maintenant qu'un comparse, une sorte d'adjudant Flick chargé des besognes subalternes. Il avouera, par ordre, avoir farfouillé la serviette de notre camarade Salducci et y avoir pris des documents encore que, de toute évidence, ce ne soit pas lui qui ait accompli cette charmante perquisition.

Le jeune Bruhat appartient à l'équipe des professeurs, genre Berlioz, qui s'efforcent de percer. Il est dans la ligne, tout à fait dans la ligne. D'une voix rauque, gutturale, il parle pour ne rien dire, mais cela ne fait rien du moment qu'il est dans la ligne. On chuchote qu'il la détient, ainsi que le fameux fil à plomb orthodoxe.

Faut du zèle, dit le proverbe, mais pas trop n'en faut. Jeune Bruhat, songez à Guilloré ! A Marseille, Guilloré était le garçon que l'on avait chargé de démolir le Bureau fédéral. Il parla bien et longtemps. Il démontra avec aisance que 2 et 2 font 7, que les masses se radicalisaient à vive allure et que les écoles normales étaient en pleine effervescence. Eh bien ! tant de complaisance n'a pas sauvé Guilloré. A Reims, il n'était question que de sa disgrâce, car le Parti a besoin de boucs émissaires.

— Et de moutons de Panurge ! — me souffle un ami.

— Sans doute et à leur tête le jeune Bruhat bêle très fort, trop fort. Faut du zèle mais...

Rapport moral et orientation. La gestion du Bureau fédéral

Une large discussion du rapport moral et des motions d'orientation constitue la tâche principale d'un bon Congrès. Cependant je dois constater une lacune que traduisit le vote sur les motions d'orientation. Celles-ci marquent dans quel sens nous voulons voir se diriger la Fédération. Le vote à leur sujet traduit en langage numérique la force des courants de pensée qui existent au sein de la Fédération. Il n'indique nullement le besoin d'une gestion nouvelle. Ce besoin, s'il existe, doit s'exprimer par un vote spécial relatif au

rapport moral. Dans le Rhône, il a été émis et il faut qu'à l'avenir il en soit ainsi partout afin que le Bureau en fonction soit blâmé ou encouragé par les hommes du rang.

A Reims, nous n'avons eu ni une bonne discussion du rapport moral, ni un fructueux échange de vues à propos des motions d'orientation. Le sectarisme de la M.O.R. nous a fait perdre des heures precieuses. En tout cas, je tiens expressément à constater que notre motion, élaborée par Barrué, fit deux tours parmi nous avant le Congrès et fut chaque fois amendée. Du texte primitif, deux lignes seulement ont survécu. Au contraire, la motion de la M.O.R. était, à la lettre, une motion de Beni-Oui-Oui. Extrêmement brève, sans vues de principe, ne s'expliquant sur rien, rédigée à la diable, elle se bornait à marquer son accord avec la C.G.T.U. et les organismes dégénérés dont celle-ci n'est que la filiale obéissante. Un modèle de suivisme. Chez nous, une motion venue de la base; chez les M.O.R., le silence de cette base. Chez nous, le travail consciencieux; chez eux, la flemme bureaucratique. Et ceux-ci devraient conduire ceux-là ! Avouez que ce serait le comble des combles.

Selon son habitude, le Bureau fédéral nous a présenté un rapport détaillé, précis et honnête de sa gestion au cours de l'année scolaire 1932-1933. On peut lui opposer des critiques de détail destinées à promouvoir des améliorations secondaires. Mais qu'il s'agisse de la lutte contre la répression, de l'action corporative et de l'action pédagogique, nos camarades centristes (constamment épaulés par notre ami Boissel) ont fait de leur mieux. Chargés de la vie d'une fédération syndicaliste révolutionnaire, ils se sont partout et toujours conduits en excellents syndicalistes révolutionnaires. Leur administration loyale a eu lieu au grand jour, la masse étant régulièrement tenue au courant de ce qui se faisait au Bureau fédéral. Salducci s'est distingué dans la lutte pour la répression. Marsaud, dès la première heure, s'est dressé contre les projets de Monzie. Nos camarades Bouët sont le dévouement même, mais on leur reproche une certaine raideur idéologique; cette année, ils ont dirigé l'*Ecole Emancipée* avec une largeur d'esprit qui dément ce reproche. Jusqu'à la veille du Congrès, toutes les opinions ont pu se faire jour et s'exprimer librement.

Tels sont les faits, patents, indéniables. Mais, ...car il y a un mais, le Parti ne peut souffrir la Fédération. Elle est trop libre, trop sincère, trop foncièrement anarcho-syndicaliste. Son exemple est déplorable. Dût-elle en crever, le Parti veut s'en emparer et la dominer.

Vous vous souvenez que le Congrès de Bordeaux s'était bien terminé. Une collaboration féconde était désormais possible entre les trois tendances. Elle pouvait servir d'exemple à d'autres Fédérations. Mais chassez le naturel, il revient au galop. Dès la rentrée, les feuilles dites communistes, ont repris leur mauvaise besogne de critique systématique, partiale, inepte, à tout propos et hors de propos. Nos M.O.R. sont allés jusqu'à parler de *l'incapacité* du Bureau fédéral. C'est un reproche dont on goûte la saveur quand on a pu apprécier « *l'ignorance crasse* » d'un Bouthonnier et d'un Barne en matière corporative ou pédagogique.

Ces critiques perfides, empoisonnées, préparaient un médiocre Congrès. Elles le sabotaient d'avance. C'est en effet ce qui s'est produit.

Chez les M.O.R. : zéro plus zéro, égale zéro

L'an dernier, je n'avais rien pu tirer de l'interminable discours de l'étonnant Gitton. J'avais vu trotter, rouler sur l'estrade, un gros rat gras à la voix de stentor, mais je n'avais rien compris à ses cris. J'avais dû fuir, découragé, à la buvette réparatrice.

Cette année, Gitton a fait école — école de Bobigny sans doute. J'ouvre mon carnet et sous le nom de chaque orateur, dit communiste, j'aperçois un blanc révélateur. Je n'ai pu prendre de notes.

J'avoue tout d'abord que, comme à Bordeaux — et pour la plus grande joie de mes voisins — Bouthonnier m'a profondément endormi. En quelques minutes, le ronron de ses paroles m'a procuré un sommeil réparateur. De facétieux camarades m'ont réveillé. Mais Bouthonnier doit être sous le coup de je ne sais quel envoûtement. Il est l'orateur catastrophique, l'orateur désastreux qui distille l'ennui. La buvette du fond a été assiégée pendant qu'il pérorait de la même voix de commissaire-priseur. Il continuait et nous disions :

Bon ! buvons toujours un coup ou deux.

Tous les autres orateurs, dits communistes, m'ont donné pareille impression de nullité complète. Ils se croient dans une réunion publique. Ils font le moulinet avec leurs bras, gueulent à pleins poumons, se frappent la poitrine et répètent inlassablement des phrases creuses passées au même gabarit. Rien de pris sur le vif, rien de vrai, rien qui cadre avec le réel.

Cette nullité est complétée par un optimisme effarant et une crédulité sans bornes. Chaque année, on nous sort une nouveauté mirobolante que l'on abandonne royalement l'an d'après. A Marseille, la révolution grondait dans les écoles normales. C'est là qu'il fallait porter nos efforts. A Bordeaux, ce fut l'histoire du petit pionnier. Maintenant on nous sort de nouveaux machins à grand fracas: Amsterdam, Pleyel, etc. C'est le Parti, cherchant quelque volaille à plumer, qui lance ces mouvements sans avenir.

Conversant avec quelques jeunes camarades de la M.O.R., je les ai avertis que tous ces mouvements extérieurs au syndicalisme et échappant à son contrôle périraient de leur belle mort. Je leur ai rappelé le cuisant échec de l'A.R.A.C. Comment n'en serait-il pas de même de tous ces comités de lutte, annexes du Parti, où s'épuise sans profit l'ardeur des militants ?

Tous ces jeunes gens me regardaient avec tristesse: « Vous êtes d'un pessimisme effrayant », me disaient-ils. Eh ! non, mais eux n'avaient aucune expérience, aucun savoir précis. Pour me faire entendre, je leur citais, de mémoire, ce texte qui les étonnait car, je le répète, leur culture syndicale est faible:

Le société la plus parfaite n'est pas, en effet, celle qui réunit des hommes, mais celle qui met la volonté au second plan pour faire passer au premier les intérêts communs existant entre des biens... L'union entre des hommes est toujours précaire; elle ne se maintient (après les premiers jours d'enthousiasme) que par routine, indifférence, soumission ou par intérêt: et nulle part les intérêts ne sont combinés d'une manière aussi forte, aussi stable et aussi claire que dans les sociétés qui ont pour objet l'amélioration des exploitations rurales... Il faut prendre pour point de départ ce qui contient le plus de moyens de travail fixes, groupés suivant

un plan et déterminant l'activité des individus, c'est-à-dire ce qu'il y a de plus concret dans la vie sociale. (G. Sorel). [Autrement dit : le grand moteur, c'est le syndicalisme].

Pour faire suite : comme chez les Bons Pères

J'ai parlé questions agricoles avec mes camarades de la M.O.R. Je me suis rendu compte de la façon dont on travaille chez eux. On prend une « thèse » communiste propre à créer des illusions optimistes puis, à l'aide des faits, on cherche à rejoindre la théorie. Tant pis pour eux, s'ils ne sont pas d'accord avec la thèse. On les prend, on les passe au lit de Procuste, taillant par ci, taillant par là, jusqu'à ce que les faits vérifient la thèse.

Cependant il arrive que les faits parlent trop haut et trop clair. Que faire alors ? On me l'a expliqué à Reims: il faut nous dire la vérité entre nous, dans un petit cercle d'initiés et mentir à la masse en lui tenant des propos rassurants. C'est le bourrage de crânes élevé à la hauteur d'un principe.

C'est aussi de l'escobarderie pure et simple. En effet, les Bons Pères pratiquent entre eux une piété élevée, sérieuse, d'où sont bannies toutes les basses dévotions à l'italienne. Mais il y a la foule immense des fidèles. Elle ne croira jamais trop. D'où une lamentable littérature fétichiste pour l'homme, la femme et l'enfant chrétiens, considérés comme d'éternels mineurs.

Et la fin justifiant les moyens, on va de plus en plus loin dans la calomnie et le mensonge. Aussi en arrive-t-on à se demander : « Quand les dirigeants pseudo-communistes nous disent-ils la vérité ? »

L'escobarderie du Parti conduit à des procédés répugnants. Exemple: le cas Prader qui occupa le Congrès pendant deux heures.

Prader est un oppositionnel. Il a écrit dans l'*Ecole Emancipée* plusieurs articles, très documentés, d'où il ressort que les bureaucrates staliniens portent de rudes coups à la classe ouvrière russe. Ils l'atteignent dans son niveau de vie et dans sa liberté. Ces articles n'ont rien d'étonnant pour des proudhoniens. Ceux-ci savent que, lorsque la bureaucratie est trop nombreuse et devient un caste privilégié, elle prélève *un péage* qui paralyse production et liberté.

Les articles de Prader gênaient. Alors, faisant du zèle, un certain Jaunet, sans prendre aucun renseignement, est tombé sur Prader, contestant l'exactitude de sa documentation. Prader nous a fait juges, brandissant et lisant toutes les pièces du débat. Encore les tenait-il très fort dans la crainte qu'elle ne lui fussent subtilisées, — car nous en sommes là que les dossiers s'envolent ou se volent avec une facilité surprenante.

Naturellement, quelques M.O.R. ont traité Prader de Coty. Quant à Bouthonnier, qui ne manque pas une occasion de gaffer, il a déclaré avec fureur : « Nous savons quel rôle joue Prader ».

Tout le monde a compris aussitôt que Prader était un policier, ou un agent provocateur. On a sommé Bouthonnier de s'expliquer. Très gêné, il a lâché du lest et déclaré que la besogne accomplie par Prader pouvait être comparée à celle de Coty.

Ce sont là des procédés inadmissibles, d'un jésuitisme achevé. Ainsi, pour ne pas « faire le jeu de la réaction », on devrait se taire sur l'U.R.S.S., même si les tares de sa bureaucratie crevaient les yeux. Allons donc ! nous avons le devoir de critiquer l'U.R.S.S. dans le but de contribuer à son redressement.

Centristes et oppositionnels. L'Unité.

La discussion du rapport moral amena à la tribune de nombreux orateurs centristes et oppositionnels.

SERRET

Serret intervint deux fois. La première, il parla surtout du front unique et la seconde du problème de l'Unité qui a dominé nos débats.

Traitant du front unique, Serret estime qu'il y a une juste façon de le réaliser. Il a horreur de la confusion. Or fait-on autre chose à la C.G.T.U. depuis plus d'un an ? Tous les rassemblements : lutte contre la guerre, lutte contre le fascisme, Unité syndicale sont conduites par le Parti sous le signe de la confusion.

Classe contre classe, nous dit-on au moment des élections. Ensuite, à Amsterdam, à Paris, on aboutit au pêle-mêle le plus étrange. Des politiciens démagogues à la Bergery, des lettrés, des personnalités sans mandat,se produisent généreusement à la tribune. On aboutit à des motions fumeuses avec serments à la clef, puis autant en emporte le vent.

Serret, on le voit, retrouve les idées de Sorel. Rien d'étonnant à cela : il passe sa vie à la campagne et là, plus qu'ailleurs, il peut mesurer la stabilité des intérêts.

Serret préconise donc le front unique d'organisation à organisation : un front unique loyal où il ne s'agira pas de duper le voisin et de le plumer comme une volaille. L'allié méritera peut-être des critiques ; on les lui adressera donc, mais dans un esprit fraternel de manière à ne pas rompre l'unité d'action.

Les paroles de Serret sont la sagesse même. Parlant de l'Unité, il s'exprime à son sujet avec beaucoup de bon sens.

Sa position est voisine de celle des 22. Il n'en a pas toujours été ainsi. On peut le regretter, sans le lui reprocher. Comme beaucoup de ses amis qui ont passé par le P.C., Serret en a gardé longtemps le langage et même, peut-être, les préjugés.Mais passionnément attaché à la Fédération il a lutté pour elle ; à chaque agression du Parti il a vu plus haut et plus loin ; à ces agresseurs il a dû opposer la légalité syndicale et l'esprit de liberté. Je ne vois rien qui le sépare sérieusement de notre ami Boissel et je me réjouis de voir collaborer d'aussi bons militants.

Pour Serret, nos communistes font tout à contre temps. Nous vivons des heures tragiques ; l'Unité s'impose et pourtant la C.G.T.U. n'a jamais été aussi antiunitaire. Pourquoi ne parle-t-elle plus comme en 1927, alors que la C.G.T. était plus inféodée au gouvernement qu'aujourd'hui ? C'est que le P. C. manœuvre dans le couloir et craint de ne plus pouvoir dominer le mouvement ouvrier.

Serret combat la motion du Morbihan. Les questions d'amour-propre ont leur importance. Il faut faire quel-

que chose de neuf pour que tous les mauvais souvenirs soient effacés. Alors tous ceux qui occupent une position d'attente, — autonomes et inorganisés, — entreront en masse dans la nouvelle C.G.T.

Serret se prononce donc pour un congrès de fusion. De plus ,il pense que la charte d'unité doit reconnaître:

1° La lutte des classes ;

2° La démocratie syndicale à tous les degrés de la nouvelle centrale ;

3° L'entière liberté d'opinion et de groupement du syndiqué, en dehors du syndicat.

NAVILLE

Naville, puis Rollo, se sont prononcés avec beaucoup de force et de talent contre le congrès de fusion. Je le dis d'autant plus volontiers que je suis en désaccord avec eux sur ce point. Naville est trotskyste. De son point de vue, il a soutenu une thèse assez voisine de celle des militants du Morbihan.

Pour Naville, la situation de la Fédération ne peut se prolonger, car elle est menacée de dislocation intérieure. Des départs individuels sont probables, vu le sectarisme de la C.G.T.U. Celle-ci n'est plus qu'un appendice du Parti Communiste, caricature d'un parti vraiment prolétarien.

La situatioin économique est telle, les évènements extérieurs sont si graves qu'il faut nous dresser à temps contre le fascisme. Pour cela ,il convient de s'engager sur une voie radicalement différente de celle qu'à suivie jusqu'à maintenant la C.G.T.U.

En ce moment, nous n'avans, nous ne pouvons avoir aucune confiance dans la C.G.T.U. ; il est impossible à une minorité d'y faire entendre sa voix. Tous les syndicats souffrent de sa mauvaise orientation, car ce n'est plus la base qui, par le jeu normal de la démocratie intérieure, trace la ligne à suivre.

Il est impossible de ne pas choisir. Eh bien ! la C. G.T.U. a choisi le syndicalisme de secte dans ce qu'il a de plus étroit ; elle a choisi l'intolérance vis-à-vis des militants d'opposition ; elle a choisi les violences physiques et les exclusions pour délit de tendance.

Un certain brouhaha accueille les premiers mots de Naville. Mais l'orateur se maintient sur un plan si élevé et ses analyses sont si claires que bientôt un silence complet règne dans la salle.

Qu'importe ce que pense, ce que dit, ce que fait la C.G.T. Elle est la masse. Naville, s'inspirant de Lénine et de Trotsky, déclare que nous devons aller là où est la masse, c'est-à-dire à la C.G.T. qui recrute des adhérents nouveaux.

Il faut que ce congrès se prononce pour l'Unité syndicale. Il convient de rejeter toute conception sectaire ; elle serait restrictive et anti-unitaire. On ne peut plus s'en tenir aux cadres actuels et un congrès de fusion est inutile. Il faut également que le Congrès dise que la question des révolutionnaires russes nous intéresse et que nous blâmons la bureaucratie stalinienne.

Naville n'a obtenu, comme on dit, qu'un succès d'estime. Cependant son intervention a été une des meilleures du Congrès.

ROLLO

La motion du Morbihan a été défendue avec courage, avec talent, par Rollo. Bravant l'impopularité, notre camarade est allé jusqu'au bout de sa pensée et il l'a dit avec une émouvante sincérité.

Comme de juste, pour nos M.O.R., Rollo est un sombre traître. Nous aurions dû, déjà, lui tomber dessus à bras raccourcis.

— Un traître ? Si j'en suis un, réplique Rollo, je me vois en bonne compagnie. D'où vient que vous permettez au jeune camarade Fournal d'appartenir au seul S.N. ? En 1927, la C.G.T.U. préconisait ce que je propose aujourd'hui. Pourquoi a-t-elle changé son fusil d'épaule ? N'allons pas chercher midi à quatorze heures : c'est parce que les plateaux de la balance ne sont plus à la même hauteur, comme en 1927. A la C.G.T. les effectifs ont monté tandis qu'ils ont baissé à la C.G.T.U. dans des proportions que nous ignorons, car nos dirigeants ne nous tiennent au courant de rien.

Hausse d'une part et baisse de l'autre : cette situation amène chaque centrale à redoubler d'intransigeance.

Intransigeance inadmissible, dit Rollo. Il y a trop à faire pour se cantonner dans une position pareille. Rollo avoue avoir cru, comme tant d'autres, que la masse voulait aller de l'avant, mais était trompée par ses chefs réformistes. Sa nomination à Auray-gare, au milieu des cheminots du P.-O. lui a ouvert les yeux. Il s'est aperçu que les délégués des cheminots étaient infiniment plus conscients, plus avancés et plus instruits que leurs mandants. La masse, par ignorance et atonie, est très en retard. Il faut que les militants révolutionnaires se mêlent à eux pour élever son niveau.

L'obstacle (et chez tous les orateurs la même remarque revient comme un *leit motiv*), l'obstacle à l'Unité, l'obstacle à une rapide fusion globale, c'est le Parti Communiste, ce parti dégénéré et peu sérieux dont l'ombre se profile derrière tous les mouvements. Ses amabilités apparentes ne sont que pure hypocrisie : elles s'adressent toujours à la volaille que l'on n'a pas renoncé à plumer.

Rollo constate avec tristesse que la classe ouvrière bien loin de se radicaliser fait preuve d'une extraordinaire apathie (C'est affreusement vrai ! — crie un assistant). Donc, travaillons à la fusion avec la C.G.T. sans demander tout d'abord un congrès. La C.G.T. a ses faiblesses. Toutefois elle est moins sectaire que la C.G.T.U. On peut attendre d'elle de nouvelles concessions. Sur le P.-O., les confédérés font preuve de sagesse et de conciliation en préconisant des fusions élargies.

Le succès de Rollo n'est pas très vif. Mais notre ami a eu le sérieux mérite de nous faire longuement réfléchir. C'est sans doute ce qu'il désirait.

L'EST

La région Est-Jura était fort bien représentée à Reims. Vous savez sans doute qu'elle édite un hebdomadaire *Le Travailleur* où communistes, socialistes, coopérateurs et syndicalistes font de l'excellente besogne révolutionnaire. Qu'importe leur étiquette ! Nos amis bisontins sont d'esprit libéral. Ils sont aimables et gais. Leur grand souci, à Reims, est de répandre *Le Travailleur*. Ils me font penser aux excellents militants autonomes du Rhône qui se foutent royalement de ce que dira ou ne dira pas le Parti.

A Bordeaux, Hérard avait été le porte-parole de l'ilôt de l'Est. Il n'était pas à Reims, mais Rassinier et Carrez pouvaient le suppléer. Ils ne l'ont pas fait, car

leur sentiment est bien net : le Parti est gangrené jusqu'aux moelles. C'est déjà un demi-cadavre dont il faut se détourner. Au sujet de l'Unité, l'opinion de nos camarades de l'Est est très intéressante. C'est pourquoi je la transcris d'après une de leurs brochures : *Le communisme rénové* :

« Nous tenons pour nécessaire de travailler à la réalisation de l'Unité syndicale dans chaque pays. A cet effet, nous préconisons en France la rupture des syndiqués révolutionnaires conscients avec la Confédération du Travail domestiquée par l'Internationale communiste, c'est-à-dire par le pouvoir soviétique. Les conditions de cette séparation varient selon le cas, le critère décisif étant de soustraire le plus grand nombre de travailleurs à l'influence du néo-bolchevisme... La position d'attente de l'autonomie et le ralliement à la C.G.T. sont également admissibles, vu le désavantage de fixer d'avance une ligne de conduite. *En tout état de cause, les syndiqués révolutionnaires ont le devoir de garder le contact et de resserrer leurs liens à quelque organisation qu'ils appartiennent, sous peine de se dissoudre à bref délai dans un réformisme corporatif et conservateur.* »

BERNARD

Puisque j'en suis à l'unité, je dois faire état de l'excellent discours de François Bernard. Discours prudent, spirituel, riche d'une longue expérience, car Bernard est maintenant un des plus vieux militants de la Fédération.

Bernard accepte dans ses grandes lignes la motion de la majorité fédérale. Il est pour le Congrès de fusion à cause des garanties à obtenir. Mais il entend ne pas s'emballer. Il se méfie de cette satanée fièvre quarte de l'Unité à tout prix qui, périodiquement, secoue notre Fédération et n'aboutit qu'à d'amères désillusions.

Pour Bernard, il y a une coupure très nette entre le syndicalisme qui se sait et se veut étroitement corporatif et le syndicalisme révolutionnaire qui se propose d'aboutir à une société sans classes. C'est cette coupure qui, à certaines heures, provoque d'inévitables scissions.

L'Unité ? Elle a existé dans les anciennes Amicales qui valaient bien pas mal de syndicats d'aujourd'hui. N'oublions pas qu'à Marseille, au temps du père Combes et de Pelletan, les amicalistes réunis en Congrès, parcouraient les rues en chantant *l'Internationale* et en conspuant le maire réactionnaire Chanot. Les jeunes dont j'étais, dit Bernard, nourrisssaient d'énormes illusions. Ils pensaient pouvoir transformer les Amicales, leur donner un contenu révolutionnaire. Quand la situation devint sérieuse, la résistance réformiste s'organisa. De mystérieux mots d'ordre circulèrent. *On vit paraître de nouveaux visages aux Assemblées générales. La majorité changea de camp et il fallut recourir à une scission, — la fondation des syndicats, — pour pouvoir s'exprimer librement et atteindre la masse par le canal du syndicat.*

Attention au nouvel accès de fièvre quarte ! Souvenons-nous que les fusions prématurées qui ont suivi l'après-guerre ont perdu, complètement perdu, d'authentiques militants révolutionnaires.

Bernard est très applaudi. Son discours remarquablement étudié et admirablement dit, produit une très forte impression sur le Congrès.

DOMMANGET

Dommanget a le don de mettre en fureur les chefs pseudo-communistes de la C.G.T.U.

Il s'emploie à fond ;

Il frappe d'une façon si rude et si précise que les coupables hurlent sous les coups qui les atteignent.

Il rappelle que les avertissements n'ont jamais manqué à la C.G.T.U. Pourtant a-t-on fait le fameux «tournant » tant de fois annoncé et promis ? Non. Depuis la mort de Lénine, les tournants sont simplement de grossières manœuvres destinées à rejeter les fautes de la bureaucratie d'en haut sur la petite bureaucratie d'en bas.

La C.G.T.U. guérit le mal par le mal. Le seul effet des baumes périodiques administrés par les bureaucrates est de retenir quelques braves gens qui se repaissent d'illusions.

La tactique de la C.G.T.U. a des chocs en retour désastreux. La classe ouvrière ne prend plus au sérieux les pirouettes des derviches tourneurs qui veulent la conduire. Elle se décourage ; constamment trompée, elle s'affaisse sur elle-même.

Le tournant que l'on demandait exigeait beaucoup de courage ; il fallait une réforme totale du Parti et du travail dans la C.G.T.U. Rien n'a été entrepris. Les fautes succèdent aux fautes et l'on tourne dans un cercle vicieux.

Et cela, paraît-il, ne suffit pas. A tant d'erreurs on superpose celles des organismes de surcroît (A.R.A.C., Secours rouge, Amsterdam, Pleyel, etc). Des personnalités sans mandat, irresponsables veulent nous donner des leçons, nous conduire. Pourtant, il faut bien en arriver à le dire: tous les littérateurs du monde ne vaudront jamais les ouvriers organisés dans leurs syndicats.

Nous nous acheminons, dit Dommanget, vers un sectarisme aggravé. La bureaucratie coupable ne tolère plus aucune critique, aucune opposition. On vient de procéder à des exclusions pour des délits de tendance. Aulas n'a pas pu parler à Pleyel. Dans la Seine on s'est livré à des violences envers les oppositionnels. On vient de dissoudre des organisations régulières d'ouvriers étrangers parce qu'elles n'étaient pas dans la ligne.

La voix de Dommanget s'élève vibrante, frémissante, pour flétrir Darnar qui s'est conduit ignoblement envers Trotsky, le grand combattant d'Octobre. Ensuite notre camarade salue en notre nom les révolutionnaires que sont Riazanov, Christian Rakovsky, Victor Serge.

Centristes, oppositionnels, minoritaires, applaudissent notre camarade à tout rompre. Notre camarade examine ensuite, en historien, la situation actuelle. Il la voit très sombre. Le prolétariat a subi en Allemagne une défaite sans nom et la réaction déferle sur toute l'Europe.

Certes il y a eu autrefois des « terreurs blanches ». Mais autrefois une terreur blanche venait *après* une Révolution rouge dont il restait finalement quelque chose. C'est le contraire aujourd'hui. L'initiative appartient à la bourgeoisie.

Les faits appellent, postulent le socialisme et les socialistes reculent devant la prise du pouvoir. Le salut ne peut venir que du socialisme universalisé. Notre libération, la libération de notre école ne peuvent aboutir que dans une ligne socialiste. Le mouvement ouvrier doit être baigné de socialisme et nous devons marcher d'accord avec la classe ouvrière.

En terminant sa remarquable conférence d'un ton si élevé, Dommanget dépose un ordre du jour relatif au cas de Victor Serge.

Nos excellents camarades Aubert, Bouët et Salducci répondirent en détail d'une façon topique aux injustes attaques dont ils avaient été l'objet. Quand il eut fini, Bouët, très fatigué, fut l'objet d'une ovation de la part des congressistes centristes et minoritaires. Ils récompensaient ainsi, de leur mieux, l'effort de ce vaillant lutteur qui pourrait prendre un repos bien gagné et qui, pourtant, reste toujours sur la brèche.

Ayant travaillé à la motion contre les projets de Monzie, je dois à la vérité de dire que Bouët nous aida de son expérience et nous fit de très heureuses suggestions.

Au camp minoritaire

Les minoritaires étaient moins nombreux à Reims qu'à Bordeaux. Certaines absences furent particulièrement regrettées. Nous représentons à la Fédération un courant de pensée libérale très utile et nulle discipline stricte ne nous lie. C'est pourquoi nous n'avions pas à taire nos désaccords sur la question de l'Unité. Nos points de vue particuliers furent exposés au Congrès. Nos interventions furent accueillies avec bienveillance et même avec une certaine faveur. Chacun de nous s'exprima avec simplicité, selon son tempérament, cherchant davantage à persuader qu'à vaincre.

JACQUET

Je parlai le premier et pour ainsi dire au pied levé. Je traitai du recrutement syndical et de nos faiblesses dans ce domaine. Je m'occupai ensuite de l'Unité syndicale, en développant le point de vue des 22. En tête des conditions nécessaires à l'Unité je plaçai l'indépendance du syndicalisme. Après avoir montré que nous n'avons aucun parti-pris contre le communisme, je fis voir que nous avons une position de fond sur laquelle nous ne transigerons jamais. Il y a une anarchie positive de la classe ouvrière ; cette anarchie n'est pas satisfaisante. Constamment la masse est menacée de tomber au-dessous de son devoir prolétarien : elle est guettée par le plus plat opportunisme, l'égoïsme individuel tend à la décomposer. Elle est redressée par l'exemple et l'ascendant des syndicalistes révolutionnaires et des communistes pratiquant les uns et les autres le civisme de classe. Mais pratiquement, le communisme est un cléricalisme qui veut trop sauver la société ouvrière. Il l'épuise, il la fatigue, il la surmène par ses perpétuelles exigences. La tension qu'il impose autour de lui est une cause de souffrance et c'est pourquoi la riposte vient sous la forme de l'inertie et du départ ailleurs. L'individu se défend. On veut le diriger et on perd sur lui jusqu'à l'influence. Le syndicalisme lui, occupe une position moyenne, stable. Il fait sa part à l'anarchie positive ; il sauve mais sagement, modérément. Le danger fut-il immense, il accorde au syndiqué le repos nécessaire ; il lui épargne les fatigues inutiles. Et c'est pourquoi l'anarcho-syndicalisme si décrié a tant de force.

Dans des conversations particulières avec de jeunes camarades de la M.O.R. je suis revenu sur ces points. Je leur ai montré que la liberté était invincible. Elle sait toujours se soustraire à l'Autorité. Causez toujours, leur ai-je dit. Causez, mes petits. En attendant, Cornec, Thomas, Giauffret et d'autres vont ailleurs pour ne plus même vous entendre. Continuez à lancer des mots et vous finirez par parler dans le vide. Vos victoires à 100 pour 100 c'est le triomphe au milieu du désert.

BARRUÉ

Notre principal orateur fut l'ami Barrué. Le professeur Berlioz a trouvé que Barrué prononça un interminable discours. Vraiment ! Le professeur Berlioz y va un peu fort car il encense un Gitton capable de dire des bêtises pendant 3 jours entiers. Barrué n'a rien de l'agrégé M.O.R. tout fier de sa peau d'âne. Il est simple, fraternel et toujours de bonne humeur. Il a le don de la réponse vive, allègre, perçante et joyeuse. Nul plus que lui ne pense qu'un révolutionnaire triste est un triste révolutionnaire. Ceci dit pour trop de nos M.O.R. qui sont sévères, compassés et sérieux comme l'âne qu'on étrille.

Barrué, évidemment, n'a rien de la grande gueule pour meeting de masse. Il s'adresse familièrement à son auditoire et va au but avec rapidité.

Il commence par remercier le Bureau fédéral de nous avoir délivré un certificat de bonne vie et mœurs. Nous l'avons mérité, en collaborant loyalement avec la majorité centriste.

Le rapport moral nous satisfait. Le B. F. n'a été ni inconscient, ni incapable. Sur ce point, notre ami Boissel a tenu à joindre sa voix à celle des centristes.

Barrué regrette pourtant que l'on n'ait pas assez parlé de l'enseignement colonial. En ce qui concerne les motions d'orientation, Barrué se montre plus sévère. La motion de la M.O.R., publiée au dernier instant, n'en est pas une. Celui qui l'a rédigée ne n'est pas foulé les méninges. Les centristes, eux aussi, ne se sont rien cassé. A quelques mots près, ils ont purement et simplement reproduit leur motion de l'an dernier.

Barrué examine ensuite le mouvement du 20 février. Il y eut succès initial puis défaite finale. Barrué explique cet échec par la carence des chefs et aussi par les côtés politiciens de la lutte. Elle n'a pas été claire. On a trop négocié dans la coulisse et finalement on a été roulé.

Le Bureau fédéral a fait ce qu'il a pu. Cependant sa propagande pour la grève de 24 heures n'a pas été suffisante.

Au sujet de l'Unité, Barrué déclare se placer entre Jacquet et Rollo qui ont l'un et l'autre des partisans à la Ligue. Théoriquement il pense que le Congrès de fusion tel que le veulent Serret et Jacquet est ce qu'il y a de mieux. Mais sans être morte ou périmée l'idée du Congrès de fusion a perdu de son attrait. De chaque côté, il faut aboutir à des concessions nous permettant de suivre d'aussi près que possible la ligne d'action des 22. Les événements d'Allemagne permettent à Barrué de montrer que le syndicalisme révolutionnaire a vu juste à leur sujet et que nous avons raison de nous défendre contre les déviations social-démocrates et communistes. De chaque côté les lourds appareils bureaucratiques se sont révélés incapables. Les Allemands qui ont le mieux tenu tête à Hitler sont ceux qui ont mis leur confiance dans les groupements syndicaux-révolutionnaires.

Barrué a été très écouté par le Congrès et chaleureusement applaudi par les minoritaires.

RICHARD

En notre nom, Richard a surtout traité du mouvement des fonctionnaires. Il a regretté l'absence de directives du Bureau fédéral.

L'initiative du mouvement du 20 février devait venir de nous. L'idée de grève a une énorme importance chez les fonctionnaires. Elle marque la rupture des liens de subordination entre gouvernés et gouvernants. Aussi n'est-elle pas encore populaire, les esprits sont incomplètement éclairés à son sujet.

Dès octobre, il fallait se mettre à l'ouvrage et faire campagne pour la grève de 24 heures. Et voici comment :

1° On devait tout d'abord procéder à un rappel historique au sujet des gèves des personnels à statuts.

Ensuite il convenait de réfuter patiemment, dans le détail, les sophismes de la presse bourgeoise à propos des grèves de fonctionnaires. Ces sophismes continuent à émouvoir, à troubler les hésitants.

Il fallait aussi faire état du travail effectué par certaines sections avancées du S.N. pour développer l'idée d'une grève sérieuse, d'une grève d'un jour.

Au point de vue de l'éducation syndicale de la masse il était nécessaire de souligner la valeur révolutionnaire de la grève.

Tout ceci n'empêchait nullement, à chaque phase du combat, de dénoncer les marchandages et les faiblesses du S. N.

L'échec final est venu. C'est qu'on s'est trop cantonné dans des positlions invariables : front unique, unité d'action. Il n'y a pas eu assez de travail personnel. Parfois des confédérés nous ont dépassés. Quant à la tactique de la M.O.R. elle aboutira en l'an 2.000.

Songeons à l'avenir, conclut Richard. Le gouvernement se prépare à lutter contre nous.Pensons à la grève de demain et préparons-la mieux que celle du 20 février.

Barrué, Richard et moi avons fait de notre mieux pour exécuter le mandat qui nous avait été confié. A nos amis de juger si nous l'avons bien rempli.

La lutte contre la guerre

A la Fédération, le temps nous a mainqué pour étudier à fond cette question. Faut-il le regretter ? Je ne le pense pas.

En effet, chez nous, la question est résolue au point de vue idéologique. Pour tous les unitaires, l'ère des nations est close en tant que mouvement progressif et la guerre des Etats doit céder le pas à la guerre des classes. Au cœur de tous les unitaires la patrie est morte.

Sur les moyens de lutter contre les guerres impérialistes, œuvre de la bourgeoisie, les avis diffèrent quelque peu. Les communistes ont varié, oscillé. Ils ont jadis fait des campagne contre les sous-officiers qu'ils appelaient « gueules de vache » et maintenant ils ne luttent même plus contre la préparation militaire supérieure. C'est ainsi qu'en réponse à une brève intervention de Bénichou, Bruhat déclare : « Le grade est une arme » (??)

Le rapporteur, notre ami Serret, avait déjà publié dans *l'Ecole Emancipée* un très sérieux travail. A Reims il traduisit d'une façon excellente l'opinion des congressistes. Il fut très applaudi même sur les bancs de la M.O.R. Cependant, au vote la motion du Bureau fédéral ne fut approuvée que par les centristes et les minoritaires.

Il est regrettable à mon sens que personne n'ait abordé la question de l'armée comme le fait Trotsky dans *la Révolution permanente* à propos des évènements d'Espagne. Selon l'arme à laquelle ils appartiennent, les gradés ont des mentalités très différentes, voire même opposées. Il n'y a rien de commun entre le hobereau sorti de Saumur et un ingénieur de l'aéronautique ou de la marine. La propagande destinée à avoir avec soi l'armée, la marine et l'aviation doit tenir compte de ces faits. Mais il est clair que, personnellement, nous devons rester dans le rang et pratiquer le refus de parvenir.

La réunion pédagogique. Contre les projets de Monzie.

Faute de temps, les problèmes pedagogiques auraient été négligés à Reims si le B.F. n'avait pris une très heureuse initiative : la réunion de la commission pédagogique précéda le Congrès. Elle eut lieu le 4 août, de 14 à 19 heures. Ce fut une très belle réunion où domina l'élément jeune, mais où la vieille « garde », mon cher Odin, montra que les cheveux gris ne sont pas nécessairement un signe d'incompréhension. Je dirai même que les jeunes furent très frappés par l'enthousiasme et la compétence de leurs anciens. Ceux-ci de leur côté se réjouirent de se voir si bien continués.

Ouverte devant une cinquantaine d'assistants, la réunion de la commission pédagogique finit par rassembler jusque la moitié des congressistes. Dans sa grande majorité, l'auditoire était minoritaire et centriste. Cependant quelques excellents communistes collaborèrent loyalement à notre travail. Si j'insiste sur l'absence presque totale de la M.O.R. c'est qu'elle a frappé d'autres camarades. Rien en effet ne donne le sens du droit comme la capacité technique. Dans le passé, très nombreux sont les institutrices et instituteurs qui vinrent au syndicalisme par le canal du métier. Si l'esprit juridique des M.O.R. est faible jusqu' à la nullité, l'une des causes de cette faiblesse est évidemment le manque de savoir pédagogique, le dédain des questions techniques.

Par contre il y eut une présence symbolique : Dommanget fut des nôtres et il intervint plusieurs fois dans nos débats. Voilà, tel que j'aime à me le représenter le militant exemplaire, complet, l'homme de pensée et d'action unissant la révolte contre le régime à un vaste savoir qui n'oublie pas de considérer les humbles réalités de l'école.

A la fin du Congrès, le Bureau fédéral présenta une motion contre les projets de Monzie. Cette motion, excellente œuvre des centristes et des minoritaires seuls, fut votée à l'unanimité, après quelques objections proposées par les camarades girondins, tous minoritaires. Les M.O.R. n'avaient rien préparé, rien prévu. Cela devait être souligné.

La délégation soviétique. Exilés et proscrits

L'U.R.S.S. est devenue suspecte aux membres de la Fédération. Après Thermidor est venu Brumaire, sous le proconsulat de Staline. Les M.O.R. eux-mêmes sont troublés et ils voudraient bien être rassurés. La souffrance des justes les inquiète, les étouffe.

Un lourd malaise, dont je me suis pleinement rendu compte en offrant à des M.O.R. des cartes représentant Rakovsky. Quelle gêne, quel embarras en les recevant ! D'ailleurs si l'on entend crier : « Vive Victor Serge », jamais on n'ose acclamer Staline. Il est encore redouté, mais on doute de lui.

La délégation soviétique a été reçue par François Bernard qui présidait. Bernard a dit combien notre angoisse était grande et combien nous souhaitions qu'elle fut dissipée.

Elle ne l'a pas été, au contraire. Le premier orateur russe, Chatsky, se garde bien d'aller droit au but. Au lieu de nous dire : voici ce que nous reprochons à Rakovsky, Riazanov, Trotsky et Serge, l'orateur se conduit comme Dindenault cherchant à lanterner Panurge. Il se lance dans un interminable et pompeux éloge de l'œuvre accomplie en U.R.S.S. A signaler un aveu que Patri recueille au vol. Les ouvriers emballés d'enthousiasme travaillent nuit et jour dans les usines. Que devient alors la faible durée du jour de travail ?

On rappelle l'orateur à la question et à la fin il y vient. L'U.R.S.S. ne peut admettre que l'on gêne son travail constructif. Victor Serge sera jugé publiquement avec d'autres ennemis du régime.

Serge ayant été déporté à temps, avant tout jugement, à la manière tsariste, on conçoit que la réponse de Chatsky augmente la défiance des congressistes. De jeunes M.O.R. sont littéralement atterrés par le vide du discours de Chatsky. Celui-ci n'a pas l'air de comprendre qu'il s'est coulé.

Le jeune Litvine, petit bureaucrate dangereux, prend lui aussi la tangente. Mais plus rusé que Chatsky, il se lance dans des dissertations sur la lutte contre le fascisme. Il tente de justifier la Guépéou en présentant les oppositionnels comme des contre-révolutionnaires. Il n'apporte aucun fait, aucun. Sa péroraison, très brève est considérablement allongée par le traducteur qui sert les staliniens et s'irrite de voir le Congrès de plus en plus hostile.

Quand Litvine quitte la tribune, la salle réagit formidablement. Des clameurs montent en tempête.Sur l'air des « Lampions » on crie « Victor Serge ! Victor Serge ! Rakovsky ! ». Une partie de la M.O.R. entonne *l'Internationale*, mais le noble chant est couvert par la voix des protestataires.

Dans la nuit, presque à la fin du Congrès, nouvel échec pour les staliniens. A l'occasion d'une motion en faveur de Lazarevitch, condamné par le capitalisme belge, notre ami Barrué stigmatisa la bureaucratie stalinienne qui a traîné dans la boue le révolutionnaire Lazarevitch,devenu un véritable outlaw pourchassé de pays en pays par la bourgeoisie internationale.

Les forces en présence. L'avenir de la Fédération.

Le rapport des forces à l'intérieur de la Fédération est indiqué par le vote sur la motion d'orientation. Il donna les résultats suivants :

Majorité fédérale (centristes) : 224 *voix dont* 12 *avec réserves.*

Majorité confédérale (M.O.R.) : 170 *voix.*

Ligue syndicaliste : 28 *voix.*

Ligue communiste : 1 *voix.*

Absentions : 9.

Malgré des départs individuels, qui pouvaient compromettre sa force, *la Ligue syndicaliste* maintient sa position. Si nous avons perdu dans l'ensemble 2 ou 3 mandats cela tient au fait que dans certains syndicats les effectifs ont faibli. D'où pour nous une représentation plus faible.

Un fait nous frappe dès l'abord. C'est la force, c'est la ténacité de l'opposition centriste et minoritaire à l'égard de la C.G.T.U., simple appendice du P.C., lequel n'est lui-même qu'un pantin de l'I.C.

En 1929, après Besançon, le P.C. pensait qu'avec les méthodes habituelles de manœuvre, le centrisme serait liquidé en un an. Tous les précédents autorisaient cet espoir. Or rien de tel ne s'est produit. En 1933, les centristes gardent la direction de la Fédération. 253 voix se groupent contre la M.O.R.

Entre toutes les fédérations de la C.G.T.U., la *Fédération de l'enseignement* est celle qui a le mieux résisté à la bolchévisation. Elle aurait triomphé largement si des départs ne s'étaient produits dans les rangs des centristes et des minoritaires.

Il faut voir les choses comme elles sont : le S.N. a accru ses effectifs et il est à prévoir que de nouvelles défections se produiront qui permettront à la M.O.R. de l'emporter sous peu.

Cette éventualité nous fait comprendre combien est nécessaire le Congrès de fusion et combien il importe qu'un noyau d'opposants déterminés reste à la Fédération et à la C.G.T.U. Supposons la Fédération bolchevisée à 100 pour 100 et tombée à 1.000 ou 1.200 adhérents et la C.G.T.U. réduite à 50.000 sociétaires. C'est à ce moment qu'elles se feront plus prudentes, plus accueillantes envers la volaille à plumer. Le recrutement reprendra, principalement auprès des jeunes, et nous en reviendrons à la situation paralysante d'aujourd'hui. Mais un temps précieux aura été perdu.

Certains départs ont été utiles. Ils ont montré que rien n'est plus facile que de se soustraire à la bolchévisation. Mais il est également utile de rester. Une opposition qui résiste avec décision tantôt activement, tantôt passivement, par la force d'inertie, lasse très vite l'adversaire. Elle amène la création d'une opposition nouvelle. Le sectarisme du P.C. lui vaut la haine clairvoyante de ceux qu'il exclut. Il est entouré d'oppositionnels, qui le harcèlent, le minent, le corrodent de cent façons différentes et créent malgré tout une atmosphère de liberté. Le P.C. roule le rocher de Sisyphe et c'est très bien ainsi. Car ce sont les échecs du P.C. au sein de la C.G.T.U. et pas ailleurs, qui le décideront au tournant nécessaire, et l'amèneront à se rallier au congrès de fusion.

Pour finir, notre minorité peut et doit rester unie. Il lui suffit pour cela d'être fidèle à la ligne d'action de *la Ligue syndicaliste*. Que chacun, en octobre, se décide en conscience pour la solution qu'il croit bonne. Ensuite que ceux des nôtres qui seront à la C.G.T. cherchent de leur mieux à la faire sortir de l'ornière de la collaboration gouvernementale. Que les autres, au sein de la C.G.T.U. s'efforcent également de leur mieux d'y faire prévaloir un syndicalisme libertaire opposé au syndicalisme de secte et de petite chapelle. Ainsi, notre belle amitié fraternelle, en dépit de nos centrales respectives, donnera déjà un premier exemple d'Unité.

A. V. JACQUET.

NOTES SUR LE CONGRÈS SOCIALISTE

L'efficacité des institutions ouvrières

Dans l'inventaire que nous dressons à l'occasion du Congrès socialiste, beaucoup de choses ont été dites qu'il serait fastidieux de redire à nouveau. Parlant des tentatives d'autarchie économique et de repliement du socialisme sur un plan national, les camarades Rossi et Laurat, dans *Monde*, et Léon Blum, dans le *Populaire*, ont montré la vanité de semblables déviations. Pour tous ceux qui restent fidèles au marxisme, la classe ouvrière internationale demeure l'agent actif — et le seul — de toute transformation révolutionnaire.

Mais les défaites subies par elle en Italie et en Allemagne ont profondément troublé les esprits. En particulier, l'effondrement de la social-démocratie, si fière de ses caisses bien garnies, de ses maisons du peuple, de ses syndicats florissants, pose un problème nouveau: lorsqu'on voit balayer en quelques semaines les résultats de cinquante ans d'efforts, on en vient à se demander « si la puissance et la richesse des organisations ouvrières ne constituent pas un péril pour le mouvement ouvrier ». Tel est l'objet d'une enquête ouverte par notre confrère l'*Etudiant socialiste* (1), et sur lequel je voudrais à mon tour retenir l'attention des lecteurs de la *R. P.*

La richesse prolétarienne est-elle une force ?

« Est-il bien sûr, demandait Blum dans le *Populaire* du 4 mai dernier, que dans les périodes de crise et de bataille, cette richesse prolétarienne soit une force ? Et le prolétariat n'est-il pas détourné parfois de l'usage de sa véritable force par le souci de préserver sa richesse ? » La question n'est pas neuve, mais jamais elle n'avait été posée par les événements avec cette brutalité. Tâchons d'y répondre en nous servant d'un exemple historique.

Le mouvement syndical, tel qu'il s'était développé en France de 1900 à 1908, n'était pas tombé du ciel. Les opinions qu'il répandait ne sont pas nées dans le cerveau de quelques théoriciens: « Pas de succès révolutionnaire, a dit Lénine, sans théorie révolutionnaire ». C'est vrai. Mais, non plus, pas de théorie révolutionnaire sans une longue suite de tâtonnements, d'épreuves douloureuses, d'échecs répétés. Précisément parce que le syndicalisme révolutionnaire n'avait rien d'une orthodoxie dogmatique, il lui était facile — après la lutte — d'aboutir à une féconde synthèse expérimentale.

Deux courants se partageaient le mouvement syndical: un courant réformiste, un courant révolutionnaire. D'un côté, des syndicats aux effectifs nombreux, des cotisations élevées, des caisses bien garnies alimentant des services multiples. De l'autre, de faibles effectifs, entraînés par une poignée de militants aguerris, peu ou pas d'argent en caisse, mais beaucoup d'ardeur et d'activité. D'un côté, la conception des organisations de masses; de l'autre, celle des minorités agissantes.

Le succès des idées et d'une majorité révolutionnaires au sein de la C.G.T., lors du Congrès de Bourges (1904), coïncidait avec une agitation intense. La campagne pour la fermeture des bureaux de placement, une multitude de grèves locales, de revendications partielles, de tentatives sporadiques convergeaient bientôt vers la vaste plate-forme des 8 heures, à l'échéance du 1er mai 1906. Pendant deux années, toute la classe ouvrière fut debout, dans un mouvement qui n'a jamais été dépassé depuis lors: « La Révolution qui vient ! » tel était le cri d'alarme que la bourgeoisie faisait retentir aux oreilles de ses gouvernants. Rien n'est plus instructif que de rechercher comment se comportèrent dans la lutte les organisations se rattachant aux deux courants précités.

Elles se comportèrent avec *une absence complète d'amour-propre idéologique*. Dans le feu de l'action, les corporations classées réformistes montrèrent autant de vigueur que les groupements réputés révolutionnaires. Il n'y eut d'autre émulation que celle de l'effort à accomplir contre l'ennemi commun. Les organisations nombreuses et riches eurent à leur tête les hommes qu'il fallait, lesquels se dépensèrent sans regarder en arrière — et d'autre part les minorités agissantes des syndicats révolutionnaires surent entraîner la grande masse des corporants du rang.

C'est pourquoi au Congrès d'Amiens (septembre 1906), Griffuelhes n'eut pas de peine à dresser le bilan et à tirer les conclusions de cette bataille mémorable, qui se terminait par des avantages matériels nombreux et par une victoire morale incontestable. La fameuse résolution qui termina le Congrès, tenant compte de la diversité des tactiques et des tempéraments, affirmait l'unité profonde de tous les ouvriers en face du patronat et de l'Etat. Elle groupa derrière elle l'immense majorité des délégués. Griffuelhes devait d'ailleurs préciser sa conception de l'action syndicale dans une série d'articles de l'*Action Directe* (1908).

L'opinion de Griffuelhes

De fortes cotisations, d'accord. Ne serait-ce que pour rappeler à chacun la nécessité du sacrifice quotidien, du travail persévérant. De fortes cotisations pour alimenter la lutte révolutionnaire et la solidarité effective, non pour s'installer dans la société présente.

Des caisses solides, parfaitement. Mais qu'on ne laisse pas l'argent dormir à la banque. Le monde ouvrier a besoin de journaux et de tracts pour sa propagande, de livres pour l'instruction de ses militants, de locaux pour ses réunions. S'il veut conserver son indépendance à l'égard des pouvoirs publics, qu'il rompe avec la politique des subventions, laquelle fut une tare et une duperie. Les syndiqués doivent suffire eux-mêmes à leurs journaux, à leurs bibliothèques, à leurs bourses du travail, à leur maison des Fédérations.

Des syndicats nombreux ? pourquoi pas ? Plus le recrutement sera poussé, plus la mobilisation sera facile en cas de grève, et plus la masse des syndiqués offrira de ressources pour la formation d'une pépinière de militants avertis. La lutte produit des déchets considérables, il faut des équipes de remplacement, mais il faut surtout que le recrutement soit orienté vers la bataille et alimenté par elle.

Des cadres solides ? bien entendu. Mais sont-ils solides quand ils se composent uniquement de permanents appointés, qui risquent de s'incruster dans leurs fonctions ? Evitons une bureaucratie syndicale pesante. Ne donnons notre confiance qu'à des mandataires révocables, et préparons-leur toujours des successeurs.

Nul doute, par conséquent, que la pléthore des moyens matériels ne soit capable d'amollir la volonté de lutte de la classe ouvrière, et de diminuer ce que les techniciens militaires appellent la « capacité opérative ». Mais c'est là *affaire de mesure et de mise au point*, sur laquelle il est possible de se mettre d'accord. *A condition, cependant, de vouloir se battre réellement. A quoi servirait-il, en effet, d'avoir forgé un outil solide, si c'est pour ne pas s'en servir au moment décisif ?*

* * *

J'entrevois une difficulté bien plus grave. Elle provient de circonstances historiques sur lesquelles la volonté la mieux trempée n'a pas de prises: je veux parler des répercussions défavorables que peuvent avoir, sur la capacité politique de la classe ouvrière, les changements de structure du capitalisme lui-même.

Jean LEMOINE.

(1) Numéro de juin-juillet 1933.

La renaissance du Syndicalisme

Quelques réflexions avant les deux Congrès

Nous voilà à trois semaines des congrès des deux C.G.T. Celui de la C.G.T.U. se réunit le 23 septembre à Huyghens, celui de la C.G.T. le 26 au Palais de la Mutualité. Comme de coutume, ce dernier sera précédé d'un certain nombre de congrès fédéraux, notamment de ceux de l'Alimentation, des Métaux et des Ports et Docks.

Ces trois semaines d'avant-congrès peuvent encore nous réserver des surprises, mais force nous est bien de constater que jusqu'ici aucun fait saillant n'a marqué la préparation des assemblées fédérales et confédérales. Alors qu'en 1931, nous étions, ici et là, en pleine bataille, c'est aujourd'hui le calme plat.

Ne le regrettons pas.

Cela doit nous permettre d'examiner plus à froid les problèmes posés devant les deux grand courants du mouvement ouvrier.

Où va la C.G.T.U.

Aujourd'hui comme en 1931, c'est le problème de son existence même qui se pose devant la C.G.T.U. Naturellement depuis le fameux congrès de Magic-City, les effectifs ont encore diminué.

Il nous faut ici regretter que les dirigeants unitaires puissent impunément continuer à se payer la tête des cochons de payants qui persistent à verser leurs sous dans leur caisse sans fond.

Comment ! Nous étions, dans la maison, les représentants de l'adversaire de classe. Tardieu, à moins que ce ne soit M. Coty, nous avait chargé de démolir la C.G.T.U. pour le compte de la bourgeoisie. Nous étions les désagrégateurs. Or, depuis près de deux ans qu'en grosse majorité nous sommes partis, je vous le demande, qu'y a-t-il de changé ? Les effectifs ont-ils grossi ? Il s'en faut. L'atmosphère est-elle meilleure ? Voyez l'exclusion des Hongrois du bâtiment parisien, l'agression contre les quelques trotskystes au Syndicat de l'Enseignement de la Seine et au congrès-bluff antifasciste. Je rencontrais l'autre jour un camarade qui nous avait, il y a deux ans fort désapprouvé de faire nôtre la résolution de Japy et qui est resté fidèle à la C.G.T.U. Comme je lui demandais s'il se passerait quelque chose au congrès unitaire, il me répondit :

— Je n'en sais rien, et je n'irai pas.

Il y a évidemment encore moins de possibilités qu'il y a deux ans d'émettre dans la C.G.T.U. une opinion qui ne soit pas celle des vrais dirigeants, ceux de Moscou.

Nous sommes partis depuis deux ans, et chose curieuse, les grèves que la centrale unitaire a inspirées et dirigées n'ont pas eu plus de succès que si nous avions encore été là. Effectifs, atmosphère, grèves, tout va encore plus mal !

Il n'en pouvait être autrement ; les dirigeants de la C.G.T.U. savaient très bien que nous n'étions pas les agents de la bourgeoisie qu'ils nous accusaient d'être ; il leur fallait se débarasser de nous à tout prix — et pour un bolchevik traiter son adversaire d'agent de la bourgeoisie, c'est la moindre des gentillesses. Quelle que soit la somme à dépenser pour obtenir notre départ, il fallait l'obtenir, il fallait avoir enfin pour soi seul, pour le parti communiste seul, la haute main sur la direction des syndicats.

Cela seulement importait alors.

Et cela seulement importe encore aujourd'hui.

Car, j'en demande pardon à ceux qui croient encore un redressement possible comme à ceux qui misent sur une désagrégation éventuelle, les effectifs, les dirigeants de la C.G.T.U. s'en moquent !

D'abord, ils n'ont pas besoin d'effectifs pour vivre. Tous ceux qui ont passé dans la maison me comprendront, et nous ne sommes pas des naïfs.

Ils n'ont pas besoin d'effectifs pour mener l'action syndicale quotidienne dont les syndicalistes d'avant-guerre avaient fort bien compris qu'elle ne se séparait pas de l'agitation et de la propagande révolutionnaires. Cette action quotidienne, ils ne la comprennent pas et, chaque mouvement partiel le démontre, ils sont incapables de la mener. Ils ne pensent qu'à l'agitation, *et l'agitation se passe fort bien d'effectifs syndicaux : il suffit d'avoir les directions des syndicats.*

Ce ne sont plus des syndicalistes et, sauf à la base de certaines de leurs organisations où, par miracle, se trouve encore la masse, leur mouvement n'est plus syndical que de nom.

Pas de redressement possible avant longtemps. (N'oublions pas qu'à Moscou les consuls veillent).

Pas de désagrégation de l'appareil non plus, car Moscou paie.

(Il faudra bien qu'un jour nous vidions l'abcès et que nous établissions une fois pour toutes qu'un mouvement qui ne vit pas par lui-même égale zéro.)

Et, c'est ce qui ajoute à la complexité du problème, ce mouvement continuera néanmoins d'avoir l'oreille d'une partie de la classe ouvrière de ce pays, toujours il pèsera son poids et jouera son rôle chaque fois que le mouvement confédéré entreprendra une action aussi limitée soit-elle.

Ou je me trompe fort, ou il ne se passera rien à Huyghens qui soit digne d'un grand intérêt et susceptible de changer quelque chose à une situation qui peut durer encore pas mal d'années.

Le Congrès de la C.G.T.

Sans doute les problèmes ne se posent-ils pas de la même façon dans la C.G.T.

Ici, pas de diminution d'effectifs (pas grande augmentation non plus : l'application à la vérité restreinte et limitée de la motion de Japy n'a donné que 16.000 syndiqués de plus à la C.G.T.) ; pas de caisse sans fond, mais une situation matérielle florisantte ; et une large démocratie syndicale, dont il faut cependant dire qu'on se réclame plus qu'on l'applique réellement.

Nous sommes maintenant dans la maison, dans la « vieille maison ». Qu'allons-nous y faire ?

Je réponds tout de suite qu'il ne faut pas compter sur grand'chose cette année, et que ce Congrès de la Mutualité risque, comme celui de Huyghens, de ne pas faire d'étincelles.

Oh ! ce n'est pas le travail qui manque, et chacun sent bien tout ce qu'il faudra encore d'efforts pour seulement esquisser un redresement dans la double direction de l'indépendance du syndicalisme et de l'action directe, mais il faut bien se rendre compte que ce sont des troupes fatiguées que la motion de Japy a amenées à la C.G.T.

Fatiguées de la lutte des tendances. Savez-vous que nous nous considérions, quand nous étions à la C.G.T.U., comme dans la fosse aux ours ? On n'est jamais dans un état bien brillant lorsqu'on sort d'un tel endroit.

Fatiguées aussi, j'en ai peur, de la lutte tout court, car le bagage de déceptions du mouvement ouvrier depuis la guerre est rudement plus lourd que son bagage de résultats et d'espérances, et, ne l'oublions pas, nous descendons toujours la côte.

Fatiguées et déçues par dix années d'expériences négatives : dix ans après la scission syndicale en France, nous sommes revenus au point de départ et le problème du redressement du mouvement syndical se pose aussi impérieusement qu'au lendemain de la guerre : rien, en effet, n'a été résolu.

Mais si ces dix années nous ont appris quelque chose, je puis bien dire qu'en ce qui me concerne elles ont éclairé la vanité et l'impuissance des efforts de tendances organisées à l'intérieur des syndicats.

C.S.R. : échec.

Commissions syndicales communistes : échec.

G.S.R. (Marie Guillot - Lartigue) : échec.

Ligue Syndicaliste, Comité pour l'indépendance du Syndicalisme et Comité des « 22 » : échec.

Dix années d'efforts ardents, de luttes passionnées où se sont gaspillées tant de forces jeunes que nous ne retrouverons plus !

Quoi qu'il nous en coûte, il nous faut bien en tirer la leçon et en conclure que la renaissance du syndicalisme viendra du mouvement lui-même, et surtout de sa base, ou qu'elle ne viendra jamais.

Certes, il n'est pas question de reniement ni d'abdication devant le réformisme, mais il y a, qu'on le veuille ou non, une question de méthode qui se pose.

Que ferons-nous à la Mutualité ? Bien sûr, nous serons du petit paquet de syndicats qui se prononceront contre le rapport moral. Peut-être même en profiterons-nous pour indiquer qu'il ne faut pas considérer ce geste comme un geste négatif, et pour jeter les grandes lignes, non seulement d'une orientation nouvelle, mais d'une réorganisation confédérale qui tendrait à faire de la C.G.T. une vraie centrale d'énergie ouvrière ?

C'est dans ce sens qu'on peut, je le crois, agir utilement, mais il convient de ne pas se faire d'illusions sur la rapidité des résultats.

Ce que l'on peut dire, c'est qu'il n'y a pas d'autre voie, et qu'un coup de barre à gauche de la C.G.T. serait un premier succès pour la renaissance du syndicalisme et pour l'unité syndicale.

Ce coup de barre à gauche, il appartient aux syndicats confédérés de le donner.

Le donneront-ils cette année, ou attendront-ils encore deux ans ?

M. CHAMBELLAND.

CONGRÈS CONFÉDÉRAUX !

Il apparait, après les années que nous venons de passer, que de telles Assises ont perdu leur raison d'être. Il est un fait acquis, c'est que chacun est bien décidé à rester chez lui et conserver son appareil, le rassemblement des masses ne consistant qu'à grignoter le voisin.

On mène grand battage dans les états-majors pour que ces Congrès puissent justifier au mieux le maintien de chacun dans les situations acquises. On va rééditer les « grandes parades » susceptibles d'épater le concurrent : rabattage de mandats en masse, articles massifs que personne ne lit, grandes salles retenues à gros frais, voyages et séjours de délégués très coûteux pour les syndicats — on a pu lire dernièrement que dans certaine région, on organisait des parties de dés pour couvrir les frais et cette initiative est donnée en exemple !

Du bruit ; et le lendemain, le marasme reprend ; approuvés et nantis d'une confiance renouvelée, en voilà encore pour un moment ! Le temps sera coupé par des mouvements de grève, d'envergures diverses, déclanchés par des ouvriers qui ne veulent pas se laisser faire, mais qui n'ont que des munitions très limitées. Parfois ce sera le succès, parfois l'échec complet ou bien encore des grèves menées avec un état d'esprit révolutionnaire qui se termineront par des solutions réformistes.

Cela s'appelle l'action.

Puis, pour boucher les trous, des meetings en nombre imposant pour montrer qu'on vit toujours, qui rassemblent parfois des auditoires enthousiastes, mais qui ne sont que des gouttes d'eau échappées d'une mer qui se tient à distance : le Prolétariat, qui pourrait s'organiser mais qu'on s'acharne à ne pas comprendre puisqu'on prétend le toucher avec un bréviaire inintelligible ; et cela, on le sait ! Routine.

Deux langues différentes

Oui, ce sont deux langues différentes que parlent les chefs et les inorganisés ; on croirait même que c'est à plaisir que continue le charabia de toujours. Diviser pour régner n'est pas seulement une devise de bourgeois ; nous pouvons la faire nôtre ; nous aussi, nous avons nos maîtres dans cet art !

Si nous vivions dans une époque de calme, si le fascisme n'était pas sur notre porte, peut-être aurions-nous moins d'amertume à faire ces constatations ; elles seraient à faire quand même, mais il n'y aurait pas cette désespérance que provoquent notre sur-place ou notre recul actuels.

Car nous sommes en pleine régression. Une C.G.T. qui recrute mais qui ne vise qu'à orienter ses membres, par des méthodes paresseuses, vers des solutions dont les événements d'Allemagne ,après d'autres, nous ont appris à connaître la valeur. Une C.G.T.U. qui, depuis Bordeaux, n'a fait que diminuer ses effectifs, perdant ainsi petit à petit toute autorité.

Voilà notre situation actuelle. Un ou deux Congrès pourront-ils y changer quelque chose ? Le croire est une plaisanterie ! La gymnastique qui consiste à pré-

coniser un Congrès de fusion, ou bien à appliquer le front unique à la base, ou bien à inviter ceux qu'on a exclus à rentrer dans la vieille maison, tout cela ne sert de rien ; la preuve en est faite.

S'il fut un temps où un espoir de rassemblement a pu être entrevu, il n'est plus possible d'y songer aujourd'hui ; on joue sur sa force ou on manœuvre avec ses faiblesses, et c'est tout. Les « directions » sont restées les mêmes trop longtemps et ne connaissent plus les travailleurs ; les neuf dixièmes des « directeurs » auraient besoin de retourner à l'usine, à l'atelier, au chantier ; ceci entraînerait pour eux l'obligation de se rendre compte des difficultés de l'existence, de la misère des ouvriers, et ce serait pour eux une occasion unique de constituer des sections syndicales d'usine, de chantier, de gare, comme ils le désirent ; de faire fonctionner aussi des comités de chômeurs, comme ils aimeraient les voir, puisqu'ils auraient la possibilité de devenir chômeurs...

Tancer les militants de base ceux qui vivent la vie ouvrière, comme c'est souvent le cas, démontre seulement qu'il y a rupture entre le haut et le bas. Pour s'en convaincre, il n'y a qu'à écouter ce qui se dit à la base ; là l'unanimité n'est pas loin d'être faite ; mais il faudrait alors s'attaquer à l'appareil de la tête, or on fait le silence ou bien des militants disparaissent de la lutte sans qu'on sache pourquoi ; ou bien encore, on entend des dirigeants de Syndicats dire : « *On laisse dire et on fait ce qu'on veut* ». Il y a sur ce point, un mal dont nous ne sommes pas près de guérir ; et c'est là toute la question.

Il n'est pas de rapport, si habilement rédigé qu'il soit, rejetant toutes les fautes qui ont été commises au cours des mouvements passés sur les épaules des militants de la base, qui puisse effacer ce fait extrait du rapport de la C.G.T.U. : «*En mars sur proposition du secrétariat confédéral, la XXe Union devait organiser quatre assemblées d'information sur les problèmes syndicaux d'actualité. Il fallut les remettre, faute d'auditeurs (préparation insuffisante).* »

Et cela se passe dans la région parisienne, celle qui devrait servir d'exemple au pays !!!

Le Syndicat, victime des partis

La peur d'être traité de traître, rénégat ou autres qualificatifs stupides a détruit la contradiction : il faut la rétablir ; les Congrès de 1933 de la 20e Union et de Pleyel, montrent la destruction de la contradiction ; ce ne sont pas des brimades qui règleront la question.

Le Syndicalisme, victime des politiciens de tous poils, qui trouvent dans le syndicat les éléments qu'ils ne pourraient trouver ailleurs doit avoir une autre destinée que celle qui lui est accordée par les partis. Jouhaux et son entourage, par leur présence aux côtés du Gouvernement (de droite ou de gauche), donnent aux masses l'illusion d'arrangements qui évitent la lutte ; alors pourquoi lutter si tout peut s'obtenir sans mal ? D'un autre côté, au dernier Comité central du Parti communiste, Vassart a dit qu'il était des régions où 60 % des membres du Parti n'étaient pas syndiqués ; quand on a la prétention d'être le seul guide de la classe ouvrière, il y a là quelque chose de drôle, et vouloir diriger la C.G.T.U. dans ces conditions est grotesque.

Ayant des directions de ce genre, les organisations syndicales peuvent avoir piètre allure ; le contraire serait surprenant.

Si on ajoute à cela les frictions qui se produisent dans les partis (qui, sans le mât de cocagne électoral nous laisseraient plus tranquilles) et qui trouvent leurs échos à l'intérieur des syndicats, entre mous et durs d'une part, entre Staliniens et Trotskystes d'une autre, rien d'étonnant à ce que la classe ouvrière se tienne à distance.

A-t-elle tort ?

Ces luttes qui réduisent tant d'efforts sincères à zéro n'empêchent pas Berlioz de dire que l'Indépendance du Syndicalisme est un vieux cliché ; il s'étonne même qu'on puisse encore en causer ; il ne sait pas qu'il reste encore des syndicalistes dans les syndicats. On a même dit au Comité central du Parti, au sujet du courant d'indépendance du syndicalisme qui se manifeste dans la C.G.T. qu'il fallait le dénoncer comme contre-révolutionnaire !!! Et voilà, on ferait mieux de nous parler du banquet à l'Ambassade avec Patenôtre, et des déclarations à la presse qui suivirent ; ça, au moins c'est une position révolutionnaire...

Ainsi, devant tant d'impuissance du « rôle dirigeant »,devant l'inorganisation persistante des ouvriers dans ce pays où le capitalisme est pourtant si développé, on se contente de tourner en ridicule tout ce qui n'approuve pas l'erreur... et on continue.

La culbute des effectifs

Si l'influence d'une organisation sur les travailleurs est un indice sérieux qu'il ne faut pas négliger, la situation de l'effectif l'est encore bien davantage ; si nous nous reportons à ce qui fut écrit l'an dernier, en novembre à la suite d'une enquête faite par l'I.S.R. il était question que la C.G.T. allait au-devant de ses 800.000 membres alors que la C.G.T.U. restait vers 230.000.

Si on compare ces chiffres à ceux fournis pour le Congrès de Bordeaux il y a une perte sérieuse de la C.G.T.U.

Cette culbute des effectifs qui n'est pas spéciale à la France a fait dire à Piatnitsky : « *Nous tirons sur cette forteresse* (les syndicats réformistes) *depuis plus de douze années, mais nous nous servons pour cela de canons et de projectiles de mauvaise qualité, et on ne peut pas dire que nous en soyons plus près aujourd'hui que nous n'étions il y a un an ou deux... Est-ce admissible que les réformistes continuent à conserver dans leurs organisations des millions de membres et que ceux qui les quittent ne viennent pas à nous ?... Pour conquérir la forteresse des syndicats socialistes, il ne faut pas l'attaquer avec des armes en fer blanc, mais tirer contre elle avec des boulets véritables.* »

La débauche d'attaques contre les réformistes et des réformistes contre les révolutionnaires, ne changera rien ici à l'état actuel des choses : les ouvriers n'y comprennent rien et laissent tomber.

Pour changer quelque chose à la situation actuelle, il faudrait que ceux ayant compris qu'ils doivent disparaître, prennent du large ; il faudrait un changement d'orientation ; rétablir un minimum de fraternité dans les rapports entre militants de toutes tendances. Après cela on pourra parler d'Unité de façon utile ; de luttes revendicatives, de luttes contre la guerre, le fas-

cisme ; on parlera aussi de la lutte contre le patronat qu'on oublie souvent, occupés qu'on est à se dévorer.

Les lettres ouvertes aux confédérés, les chansons de Barreyre aux unitaires auront peut-être à ce moment une autre valeur. Les perspectives et mots d'ordre justes, n'ont aucune signification quand personne n'en tient compte ou ne peut les faire aboutir.

Oui, la confiance rétablie, les congrès auront une valeur réelle ; ils seront suivis avec intérêt par les travailleurs ; mais comme ils se passent de nos jours, autant en emporte le vent.

Pour le plus grand bien du capitalisme. L. SANCIER.

C'est une erreur de croire qu'un mouvement fasciste français peut être lancé par Tardieu ou quelqu'autre conservateur bourgeois

En France comme ailleurs, les tentatives fascistes proviendont d'hommes

de gauche ou d'extrême gauche

Voyez les Marquet, Déat, Montagnon... « socialistes »
Voyez aussi dans le numéro spécial de « Vu » sur le fascisme italien une apologie très nette de la Constitution fasciste : elle est signée de

M. Roger Francq

Solidarité pour nos frères allemands

Bien que le mois d'août soit peu favorable pour les souscriptions, de nombreux camarades nous ont adressé leur obole. Que ceux qui ont reçu des listes de souscription, nous les fassent parvenir dès qu'ils le pourront. Qu'ils nous en demandent d'autres. Envoyez-nous l'adresse de camarades susceptibles de toucher des amis. Il nous faut accentuer notre effort, car nos frères allemands sont dans une grande misère.

Nous insistons auprès des camarades qui le peuvent, afin qu'ils prennent l'engagement d'effectuer un versement mensuel.

Adresser la correspondance et les fonds au camarade *Delsol*, Syndicat du Gaz de Banlieue, Bourse du Travail, 3, rue du Château-d'Eau, Paris (10e). *Chèque Postal: Paris* 1748-92.

Secondes listes

SOUSCRIPTION

Syndicat National Enseignement (Seine), 1.000 ; Vidal, souscription (Haute-Loire), 265; Syndicat National Enseignement (Finistère), 306,65; Buissonnière, souscription (Loiret), 30; Thévenon, souscription (Loire), 135; Magdeleine et Maurice Paz (Paris), 50; Mlle Jouveshomme (Puy-de-Dôme), 20; M. G. (Loire), 20; Bureau (Alger), 90; Marceau Pivert (Paris), 20; H. et G. Thomas (Saône-et-Loire), 40; Lapraz, souscription (Hte-Savoie), 40; Béranger, souscription (Seine), 30; Louzon (Alpes-Maritimes), 100; Pétrement Simone (Seine-et-Oise), 20; Paty (Paris), 50; Delsol (Paris), 10 fr.

Total de la deuxième liste	2.226,65
Report de la première liste	4.838,11
Total au 31 août	7.064,76

VERSEMENT MENSUEL

Ont pris l'engagement d'un versement mensuel: *Magdeleine et Maurice Paz, Louzon, M. G.*

N.B. — Lire à la première liste: Chalvet, souscription, 62.

FAITS & DOCUMENTS

La guerre immonde Du **Cri Marocain**, journal bourgeois du Maroc, ces quelques précisions sur la guerre de Daladier-Boncour :

C'est en vain que pour l'opinion peu éclairée l'on invoquera les coups de main de « djichs », les rapines de tribus dites pillardes.

Le seul examen de ces illustrations, d'après documents photographiques, qui, à foison appuyent les relations officielles desdites opérations montre bien que ces nombreuses casbahs, ces ksours fortifiés appartiennent à des populations FIXÉES que la transhumance seule transforme en nomades temporaires.

Leurs défenses n'étaient pas établies contre nous mais bien contre des éléments pillards, tout aussi leurs ennemis que les nôtres et que nous avons confondu en une même réprobation VOULUE.

Mais alors comment justifier une opération de police de telle importance si l'on n'a pas le moindre « rouspéteur » à se mettre sous la dent ?

Il y a toujours malgré toutes les plus définitives pacifications proclamées, quelque « dernier dissident » d'embusqué derrière quelque djebel fort à-propos.

N'en tient-on d'ailleurs pas toujours quelque réserve, comme il en est du gibier en nos grandes chasses qui ne demande qu'à s'enfuir en dissidence après s'être « gavé » des bienfaits de notre civilisation ?

Quant aux armes nous avons pu juger qu'il n'était pas difficile de leur en procurer sans en avoir l'air, en nous donnant alors l'obligation de les leur reprendre.

Et c'est bien d'un terrain de chasse qu'il s'agit, c'est sur lui que se récoltent galons et décorations, campagnes pour le moins avec quelque risque de la « croix de bois » pour les braves, il est vrai, les sacs de douros, les tonnes de tapis et nombre d'autres petits profits... pour les « profiteurs ».

Or c'est en cela que gît le SECRET DE L'ATLAS !

De complicité avec les profiteurs de toute nature, de l'armée, de ses fournisseurs, des politiciens intéressés en aveugles plus ou moins involontaires, s'opère une campagne inutile au point de vue de tout intérêt sain, dont le coût en hommes et argent est incalculable.

L'animateur réel n'en est autre que le présent général de Loustal qui a su capter la confiance de ses chefs, alors qu'il était colonel, abusant aussi bien le général Noguès que le résident Saint lui-même et réussissant à se faire récompenser par eux de ses « services ».

C'est en sa casbah royale qu'il a fait ériger à Tadla où trône aussi une « suzeraine » que depuis plus de sept ans, en véritable SOUVERAIN absolu de l'Atlas règne ce général éthylique, ayant réussi à en imposer à TOUS par tous les moyens et par la valeur de CERTAINS services rendus qui, paraît-il, le feraient intangible.

Le supplice de la soif sur les femmes et les enfants Nous avons toujours dit que les guerres coloniales, et particulièrement celle du Maroc, étaient essentiellement des guerres contre la population civile, dans lesquelles tous, combattants et non combattants, femmes et enfants, étaient attaqués par les moyens les plus barbares, ceux que réprouvent « hautement » nos dirigeants, à La Haye, à Genève, ou ailleurs. Sur ce point, voici le témoignage de l'envoyé spécial de **Paris-Soir :**

...Le baroud tire à sa fin. Vers 2 heures de l'après-midi, deux Chleuhs sans armes, agitant une loque blanche, débou-

chent brusquement en vue du camp. Ils sont amenés au poste de commandement du bataillon par un partisan. L'un est un vieux Chleuh de la famille des Aït-Habidou et le second un jeune garçon des Aït-Mohad. Mais, en dépit de la différence d'âge, leur attitude est la même. Ils abordent fièrement nos officiers, leur parlent d'égal à égal, se redressent dans leurs guenilles pour répondre aux roumis. L'interprète traduit leurs paroles.

— Nous n'avons plus d'eau, disent-ils en berbère; nos troupeaux vont mourir.

Puis ils attendent, sans rien solliciter.

...Un tirailleur boit à son bidon. Les Chleuhs ne manquent pas de noter la scène, et la sauvagerie de leur regard s'atténue brusquement.

...En hâte, les deux émissaires ont repris la route de leurs refuges. Une heure après, nouveaux arrivants. On cause encore et cela ne varie guère. Les assiégés du Badou n'ont plus d'eau. Le bétail périt. Le courage ne peut rien contre la soif. Favorisés par le terrain, les assiégés ont pu résister une longue semaine à l'action concertée de trois groupes mobiles, appuyés par de l'artillerie et de l'aviation. Mais ils ne peuvent rien contre la soif. Ils restent orgueilleux dans leur défaite. Ils ne se rendent pas : ils acceptent de se soumettre.

Une famille arrive au camp à la fin de l'après-midi. Il y a là les parents, un garçon d'une douzaine d'années et deux petites filles. Un partisan qui les a accueillis au bas d'un oued desséché porte deux fusils et un sac de cartouches: un fusil modèle 74 et un moukala de l'ancien temps: l'arme du père et celle du fils. La femme porte sur les épaules une charge considérable et pousse devant elle trois chèvres et une dizaine de moutons. On donne à boire à ces nouveaux soumis. Les hommes gardent leur impassibilité, mais la femme et les filles se jettent littéralement sur les gobelets d'eau. On dirige ensuite cette famille à l'arrière.

Dans la soirée, les affaires indigènes installent, avec un goum, un poste de réception au bas d'un ravin, poste signalé d'avance aux émissaires chleuhs dont les intentions de soumission paraissent sincères. Des mulets ont apporté plusieurs tonnelets d'eau et, dans l'ombre, silencieusement, des familles entières approchent, amenant leurs troupeaux.

— De l'eau ! De l'eau ! disent-elles seulement.

Les « pertes » du 5 août

Enfin, empruntons au **Cri Marocain** encore les précisions suivantes sur les pertes du Djebel Badou dans les combats du 5 août :

Ce n'est que ce 9 août que par la voie de la presse côtière nous avons appris par un résumé dû à la rédaction des services intéressés que les pertes subies le 5 s'évaluaient par 45 MORTS ET 55 BLESSÉS ! A ajouter au total de 120 de monsieur le ministre de la Guerre. Les premières indications du 7 nous donnaient 120 morts à la Légion et 1.000 supplétifs. Toujours est-il que le seul hôpital de Meknès compte 150 blessés dont 55 reçus dans la journée du 11, 10 le 12 et cela continue... !

Les aveux de Chang-Kaï-Shek

Une revue mensuelle de Tokio, « La Revue Centrale » a publié récemment un interview de Chang-Kaï-Shek, dont nous extrayons le passage relatif à la situation dans les provinces « rouges » :

En venant aux régions soviétisées du centre de la Chine, Chang-Kaï-Shek admit franchement les difficultés qu'il aurait à les débarasser de leurs éléments rouges, car, c'est souvent la totalité des habitants, et pas seulement les « communistes », qu'il faudrait faire disparaître.

« Les colonnes volantes, dit-il, qui entourent l'armée principale des rouges, — les colonnes de « partisans » comme ils disent — sont faites de paysans appartenant aux régions occupées par les rouges; elles sont extrêmement actives contre nos services d'arrière, elles nous empêchent de distinguer où se trouve le gros des forces rouges, elles attaquent nos convois, elles épient et font connaître tous nos mouvements. Elles comprennent souvent tous les habitants de la région, y compris femmes et enfants. En temps ordinaire, ceux-ci cultivent leur terre paisiblement, mais dès que c'est nécessaire, ils courent instantanément aux armes. Aussi, devons-nous, en tous temps et en tous lieux, nous tenir sur nos gardes. C'est à l'activité des partisans qu'est due la perte, au cours des récentes expéditions, de plusieurs divisions et de deux de nos généraux les plus capables.

« Ainsi, une troupe engagée dans une expédition punitive doit toujours se garder et craindre que même les herbes et les arbres (sic) ne soient rouges. La difficulté de distinguer un innocent citoyen d'un partisan amène souvent nos soldats à faire le massacre complet des habitants de la région qu'ils arrivent à occuper. Il s'en suit que nous sommes tout à fait paralysés, car : 1° nous sommes alors incapables d'approvisionner sur place nos lignes avancées ; 2° des gens même innocents craignent notre marche plus que l'armée rouge, quand ils apprennent qu'on a massacré toute une population.

« Les rouges s'empressent, naturellement, de se servir de ces faits pour leur propagande parmi nos soldats sur la ligne de front, et chez les habitants des régions voisines. Leur hautaine déclaration qu'ils n'ont pas besoin de placer des sentinelles pour se garder, a une part de vérité. En outre, il faut se rappeler que les régions soviétisées sont montagneuses, qu'il y existe de gros camphriers qui non-seulement gênent la marche des troupes et le transport des lourdes machines, mais aussi empêchent le lancement de bombes par avion, les feuilles des arbres servant de couvert. On en est réduit à une guerre de guerrilla. »

D'après Chang-Kaï-Shek lui-même, c'est donc bien dans ces provinces, un mouvement du peuple tout entier, le soulèvement, dans son unanimité, de la masse paysanne.

Les provinces du centre de la Chine restent le seul point du monde où la Révolution tient.

Comment pouvoir les aider ?

ENTRE NOUS

NOTRE NOUVELLE CARTE POSTALE

Nous allons éditer, pour faire suite à celle de Victor Serge, une nouvelle carte postale représentant notre camarade Lazarevitch, actuellement dans les geôles de S.M. le roi des Belges, après avoir été dans celles du Guépéou stalinien. Comme Victor Serge, Nicolas Lazarevitch est évidemment pour la bureaucratie russe, le type accompli du « contre-révolutionnaire » !

Pour la propagande, pour aider à la libération des milliers de révolutionnaires russes emprisonnés, il faut se servir pour sa correspondance des cartes Lazarevitch et Victor Serge.

CHANGEMENT D'ADRESSE

Bien noter les nouvelles adresses qui figurent sur la deuxième page de notre couverture : pour la rédaction générale, continuer à adresser la correspondance à Louzon, mais à l'adresse suivante :

Louzon, AVENUE FRAGONARD, CANNES, (A.-M.).

Pour la correspondance plus spécialement relative à la rubrique de la « Renaissance du Syndicalisme », adresser la correspondance à Chambelland, au siège de la R.P.

LE GÉRANT : M. CHAMBELLAND.
IMPRIMERIE CRUVÈS ET VINCENT
83, RUE D'ANTIBES - CANNES.

COLLECTION DE LA **RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE**

Le Précis de Géographie Economique

de J. F. HORRABIN

Traduit déjà

en italien

en russe

en allemand

a été traduit en français et annoté par

J. PÉRA

■

45 cartes

- 9 francs -

Expédié franco contre 9 francs envoyés par mandat-chèque à la **Révolution Prolétarienne**, 54, rue du Château d'Eau, Paris, Xe. Compte chèques-postaux Paris 734-99.

Notre collection de cartes postales :

Les "Contre-révolutionnaires"

VICTOR SERGE NICOLAS LAZAREVITCH

La Carte : 0 fr. 15 - Les 12 cartes : 1 fr. 50 franco - Les 50 cartes : 5 fr. franco

Faites votre commande et envoyez- en le montant au moyen d'un mand at-chèque adressé à la **Révolution Prolétarienne**, 54, rue du Château-d'Eau, Paris. Compte n° **734-99 - Paris.**

DIFFUSEZ NOS ÉDITIONS

Pour paraître le 20 Septembre

DANIEL GUÉRIN

La peste brune a passé par là...

A bicyclette à travers l'Allemagne hitlérienne

Un témoignage contre le fascisme que tout militant doit connaître et diffuser.

Une brochure in-8 de 64 pages : 3 fr.

Prix de diffusion : les 10 exemplaires : 20 fr.

Souscrivez dès maintenant à la LIBRAIRIE DU TRAVAIL
17, rue de Sambre-et-Meuse, PARIS (X°) - Chèque Postal N° 43.08